LA GAZELLE

Numéro 51 - Décembre 2025

2€

Sommaire

SCIENCES

LA MATIÈRE QUI DISPARAÎT :
LES TROUS NOIRS ET LE PARADOXE DE L'INFORMATION
page 3

CULTURE

LE SILENCE DES LETTRES :
PEREC FACE AU LANGAGE MUTILÉ
pages 4-5

DÉFENSE D'OUBLIER :
CULTURE MÉMORIELLE OCCIDENTALE DANS L'ART CONTEMPORAIN
pages 5-6

"ZÉRO", UN MOUVEMENT D'APRÈS-GUERRE OUBLIÉ :
UN ART LIBÉRÉ DU CARCAN NAZI
pages 7-8

DIPLOMATIE

LES VIOLENCES SEXUELLES EN TEMPS DE GUERRE :
DU CRIME INVISIBLE À L'ARME DÉLIBÉRÉE
pages 8-9

LA GUERRE IGNORÉE AU SOUDAN :
LE POIDS DES INTÉRÊTS GÉOPOLITIQUES SUR LA MÉDIATISATION
pages 9-10

FICTION

LA NAISSANCE DE VÉNUS
page 11

LES CABANES
page 12

RONDE
page 12

SOCIÉTÉ

DE LA CHAMBRE D'ENFANT À L'AMPHITHÉÂTRE
pages 13-14

VIOLENCES SEXUELLES ET DISCRIMINATIONS SEXISTES À L'UNIVERSITÉ :
TOLÉRANCE ZÉRO
pages 14-15

ENTRE GÉNOCIDE PAPIER ET EXTINCTION PRÉSUMÉE :
LE CAS DES TAÏNOS
pages 16-17

« ZÉRO SEXE AVEC LES HOMMES » :
LA GRÈVE DU SEXE, LE SUJET QUI DIVISE LES FÉMINISMES
pages 17-18

POLITIQUE

ZÉR0POSITIF, (SUR)VIVRE AU ZÉRO POLITIQUE :
FANTASMES DE LA MODERNITÉ BIOCAPITALISTE
pages 19-20

LE VOTE BLANC, ILLUSTRATEUR DE LA PUISSANCE POLITIQUE DU ZÉRO
pages 20-21

REPARTIR DE ZÉRO :
LA DÉCROISSANCE EST-ELLE UNE UTOPIE ?
pages 22-23

Écoutez la playlist Zéro *(51)* de ce numéro sur Spotify

Édito

Il y a un nœud qui me hante, celui de la cohérence. Je voudrais avancer tout droit, mais tout déborde. On me pousse à consommer sans mesure, tout en me sommant d'assumer seule la responsabilité de mes contradictions. Suis-je légitime de tenir des discours grandiloquents lorsque je ne parviens pas à incarner mes idéaux? Je tente d'être à la hauteur mais mon humanité me rattrape. Mon manque d'exemplarité est-il immoralité? Cela finit par me décourager. J'en viens même à me demander: peut-on encore s'engager quand la moindre erreur semble suffire à nous disqualifier?

Une injonction transparaît celle du Zéro défaut. Pour s'engager il faudrait être parfait. Une cohérence absolue serait attendue dans les milieux militants; une précaution indispensable pour ne pas offrir aux adversaires de l'activisme des raisons de discréditer les causes. Mais comment être irréprochable?

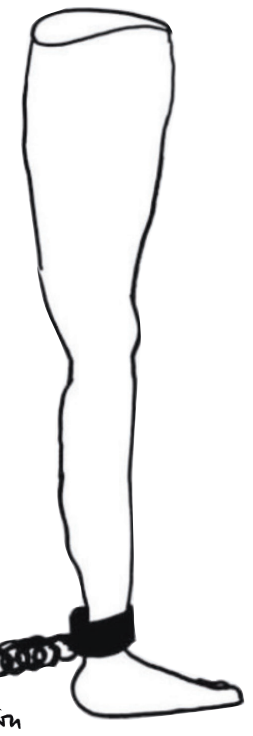
Vous me direz que la cohérence reste nécessaire pour plusieurs raisons. Dans le cas de la cause écologique, chaque solution demande une retenue dans les modes de consommation. Ainsi, l'adoption de grands discours exige que les actes suivent. Si l'humanité entière transformait ses modes de consommation, l'action individuelle induirait un véritable changement à l'échelle globale. Mais lorsque la consommation d'une poignée d'individus au pouvoir excède celle des deux tiers de la planète, le poids de la responsabilité ne peut uniquement reposer sur les épaules des particuliers. Face à une cause aussi complexe, exiger du faible pourcentage qui entend et soutient la cause, l'irréprochabilité d'une vie quasi-ascétique ne ferait que réduire les rangs militants.

C'est ici que naît la pureté militante. Elle réclame des attitudes sans failles, l'injonction du zéro défaut devient une norme interne qui dépasse l'exigence morale pour se muer en pression politique: une véritable nuisance au sein groupes militants.

Une machine se met alors en place, celle de la tyrannie de la perfection. C'est là que réside le problème, la pureté devient critère de légitimité. La question n'est plus d'ordre moral tant elle se transforme en posture. On n'agit plus pour la cause, mais pour être digne; la cohérence se performe à l'image d'un capital symbolique dans un rapport parfois narcissique à l'engagement. Chacun scrute l'autre pour vérifier qu'il correspond au standard. Gare à celui qui ne boycotte pas! Peu à peu, se fabrique un climat de silence et d'auto-censure dans un milieu qui ne pardonne pas. Les contradictions de chacun se transforment en fautes, et les fautes en des preuves.

Le comble est de demander la pureté à ceux-là même qui portent réellement la cause. Ainsi on surveille les engagés, tandis que les principaux destructeurs, eux, échappent à tout examen moral. La pureté militante frappe les convaincus, tandis que ceux qui agitent des imaginaires d'effacement ou de "grand remplacement" ne sont jamais priés d'être cohérents avec leurs propres contradictions. La cohérence parfaite relève alors d'une absurdité structurelle, qui pèse sur les épaules de ceux qui tentent de réparer ceux que d'autres s'emploient à détruire. Dès lors, l'injonction du zéro défaut conduit fatalement à zéro engagement. Cet impératif amène inexorablement à un scepticisme. La perfection paralyse l'action, s'il faut être irréprochable pour agir personne n'agit.

La Gazelle, elle agit par ses mots, ses failles et ses voix. Nous ne recherchons ni la pureté militante ni la neutralisation du politique. Nous faisons le choix d'une parole réfléchie, analytique, qui accepte la complexité plutôt que de demander l'exemplarité. Les textes que vous lirez ne prétendent pas à la cohérence parfaite, ils explorent, analysent et se contredisent parfois. Ici nos contributeurs peuvent se risquer, car l'imperfection n'est pas un défaut mais condition d'existence de la pensée. J'aurai pu vous écrire un éditorial poétique sur le néant et le vide, mais je préfère l'imperfection de mes mots pour mieux vous surprendre par un propos mesurement engagé.



Notre zéro n'est pas un seuil de perfection, c'est une brèche, un recommencement, un endroit où l'on se déleste de la pureté pour retrouver la possibilité d'agir.

Lina MEDKOURI

LA MATIÈRE QUI DISPARAÎT :

LES TROUS NOIRS ET LE PARADOXE DE L'INFORMATION

Youssef RAISS

Et si le vide n'était pas l'absence, mais la mémoire du tout. Les trous noirs, ces énigmes du cosmos, nous obligent à repenser ce que signifie disparaître. À travers eux, la science redéfinit la frontière entre matière et néant.

La matière qui disparaît : les trous noirs et le paradoxe de l'information

Et si le vide n'était pas l'absence, mais la mémoire du tout ? Les trous noirs, ces énigmes du cosmos, nous obligent à repenser ce que signifie disparaître. À travers eux, la science redéfinit la frontière entre matière et néant et révèle peut-être que le vide est un lieu où tout s'inscrit au lieu de se perdre.

Là où la matière s'efface, le réel change de forme

Un trou noir est une région de l'espace où la gravité devient si intense qu'aucune matière, pas même la lumière, ne peut s'en échapper. Tout ce qui franchit sa limite, l'horizon des événements, disparaît du champ du visible. Ce phénomène touche autant la physique que les limites de notre connaissance : Comprendre un trou noir revient à explorer le point où nos lois cessent d'être valables.

Pourtant, ce vide n'est pas un vide absolu. À l'intérieur règnent densités extrêmes, courbures vertigineuses de l'espace et du temps, compression de la matière jusqu'à l'effacement de toute structure. Le trou noir n'est donc ni un gouffre ni une absence, mais une concentration absolue. Il incarne l'idée paradoxale d'un zéro plein : un lieu où tout semble s'éteindre, mais où quelque chose demeure.

Quand l'univers efface, mais n'oublie pas

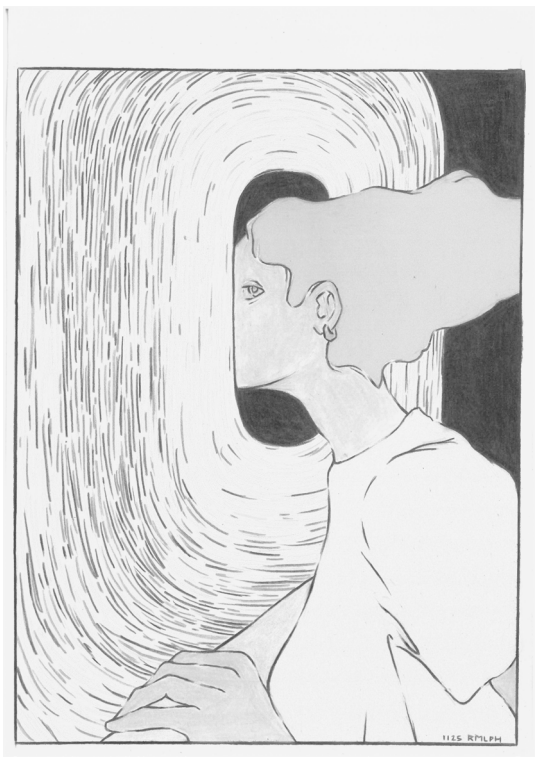
Dans les années 1970, Stephen Hawking bouleverse les certitudes en démontrant que les trous noirs ne sont pas éternels[1]. Sous l'effet des fluctuations du vide quantique, ils émettent un rayonnement très faible — le rayonnement de Hawking — et s'évaporent lentement.

Mais si un trou noir disparaît, que devient l'information qu'il contenait ? Selon la mécanique quantique, aucune information ne peut être perdue. Chaque particule, chaque interaction laisse une trace. Si le trou noir s'évapore sans restituer ces informations, alors c'est toute la physique qui vacille. Hawking finira par réviser sa position : « Je pensais autrefois que l'information était détruite dans les trous noirs, mais la correspondance AdS/CFT m'a fait changer d'avis. »

Les théories du presque rien, l'hologramme du réel

Proposée en 1997 par Juan Maldacena[2], la correspondance AdS/CFT relie une théorie de la gravité dans un espace courbe à une théorie quantique sans gravité située sur sa frontière. En termes simples, tout ce qui se passe à l'intérieur pourrait être décrit par ce qui se passe à la surface. L'univers posséderait ainsi une double écriture : un volume et son ombre. Des physiciens comme Bekenstein, 't Hooft et Susskind prolongeront cette intuition avec le principe holographique : un volume d'espace peut être entièrement décrit par les informations inscrites sur sa frontière. Notre réalité tridimensionnelle serait alors une projection d'informations sur une immense surface. La profondeur, le relief, la matière ne seraient que des effets dérivés d'un codage plus fondamental.

Le trou noir, dans cette perspective, ne détruit rien : il transforme. Le vide devient un espace d'archivage. Ce que nous croyons perdu serait toujours là, mais sous une autre forme. Le zéro devient un seuil entre ce qui se voit et ce qui se devine.



Rebécca Malphettes

Le zéro, trace du tout

Le mot zéro vient de l'arabe ṣifr, qui désignait un vide actif : un espace où quelque chose peut s'inscrire. Le zéro n'était pas une absence, mais une condition de sens — l'ouverture nécessaire pour faire apparaître le nombre. Un trou noir agit de manière comparable : c'est un zéro cosmique. Un lieu où la matière se retire, mais où l'information demeure, changée d'état. La disparition devient souvent une transformation que nous ne savons pas encore lire. Le vide n'est alors plus une absence, mais une forme de conservation silencieuse, une mémoire cachée du monde. Ce que nous appelons néant pourrait être un registre d'informations, une réserve de traces invisibles.

Le futur des trous noirs : rendre le vide observable

En 2019, le réseau mondial Event Horizon Telescope parvient à capter la première image de l'ombre d'un trou noir[3]. Ce que les scientifiques observent au centre de la galaxie M87 n'est pas le trou noir lui-même, mais la lumière déformée par sa gravité. Cette silhouette du vide confirme spectaculairement la validité de la relativité générale.

Deux ans plus tard, une seconde image, celle de Sagittarius A*, au cœur de notre galaxie, retrouve la même structure d'anneau. Preuve que les lois fondamentales de la gravitation s'appliquent partout. À chaque observation, le néant devient un peu plus mesurable.

En parallèle, les détecteurs LIGO et Virgo enregistrent depuis 2015 les minuscules vibrations de l'espace-temps provoquées par la fusion de trous noirs[4]. Ces ondes transportent des informations sur la masse, la vitesse et parfois la rotation des astres impliqués. Grâce à elles, on ne voit plus seulement les trous noirs : on les écoute. Le silence du vide révèle un rythme, celui du cosmos en mouvement.

En laboratoire, des équipes tentent de reproduire des phénomènes analogues. À l'aide de fluides, de gaz ultra-froids ou de lasers, elles créent des "trous noirs de table" qui piègent non pas la lumière mais des ondes ou du son. Ces analogues permettent d'explorer expérimentalement des effets proches du rayonnement de Hawking et ouvrent une voie nouvelle : celle d'une physique du vide accessible et testable.

Un vide de plus en plus plein

À mesure que ces découvertes s'accumulent, la notion de vide absolu devient intenable. Le vide apparaît comme un champ actif, traversé de fluctuations, de forces et d'informations. Certains physiciens parlent d'un « vide quantique structuré », une sorte d'océan invisible d'où émergent les particules et les lois de la nature. D'autres, comme Erik Verlinde[3], vont jusqu'à suggérer que la gravité elle-même pourrait émerger de ces informations, comme une propriété statistique du vide.

Ces avancées transforment radicalement notre perception du réel. Le trou noir n'est plus seulement un objet d'étude : il devient une clé conceptuelle où se croisent relativité, mécanique quantique, thermodynamique et théorie de l'information. Il agit comme un miroir tendu à la science : la matière, l'espace et le temps ne sont peut-être que des manifestations temporaires d'un fond plus profond.

Le vide, la présence la plus dense

Penser les trous noirs aujourd'hui, c'est penser la frontière entre visible et invisible, entre savoir et mystère. Chaque progrès nous rapprochenous en rapproche sans jamais l'épuiser totalement. Peut-être est-ce là leur véritable leçon : montrer que le vide n'est pas l'ombre du réel, mais sa mémoire la plus dense. Une présence cachée, où rien ne disparaît vraiment, tout change simplement de forme.

(1) NASA, *What is a Black Hole ?*, consulté en 2025.
(2) J. Maldacena, *The Large N Limit of Superconformal Field Theories and Supergravity, Adv. Theor. Math. Phys.*, 1999.
(3) E. Verlinde, *On the Origin of Gravity and the Laws of Newton, Journal of High Energy Physics*, 2011.
(4) Event Horizon Telescope Collaboration, *First M87 Event Horizon Telescope Results, The Astrophysical Journal Letters*, 2019.
(5) LIGO Scientific Collaboration, *Observation of Gravitational Waves from a Binary Black Hole Merger, Physical Review Letters*, 2016.

LE SILENCE DES LETTRES :

PEREC FACE AU LANGAGE MUTILÉ

Floriane JACQUIN

Anton Voyl n'arrivait pas à dormir. Il alluma. Son Jaz marquait minuit vingt. Il poussa un profond soupir, s'assit dans son lit, s'appuyant sur son polochon. Il prit un roman, il l'ouvrit, il lut ; mais il n'y saisissait qu'un imbroglio confus, il butait à tout instant sur un mot dont il ignorait la signification.", voilà les premières lignes du roman La Disparition. Quelque chose manque, une présence anéantie, mais quoi ?

Sekou Diarra

Les premiers jalons de *La Disparition*, d'une disparition, sont posés : un roman poussant à l'obsession du signifiant, la recherche du sens à en perdre le sommeil, mais surtout, l'absence d'une voyelle, celle qui déserte le nom du premier protagoniste mentionné : le « e ». De Voyelle, à Voyl, seule la lettre "e" manque.

Dans cet incipit, le premier geste de Voyl coïncide avec celui du lecteur qui plonge peu à peu dans l'"imbroglio confus" d'un roman que plusieurs ont tenté de résumer sans succès. En quelques mots, *La Disparition* est un double roman policier entremêlant une histoire de vengeance et de meurtres en famille, aux effets de la disparition de la lettre "e" dans l'univers des protagonistes.

Repartir de zéro

Quand Perec publie son roman en 1969, la Seconde Guerre mondiale hante toujours les esprits, l'Holocauste aussi. Issu d'une famille juive, Georges Perec est marqué par la mort de son père au début du conflit ainsi que par la déportation de sa mère. Et alors que les mots manquent pour décrire l'horreur, la littérature se cherche, pense ses buts, ses moyens. C'est dans ce contexte que naît l'OuLiPo en 1960, une communauté de recherche littéraire à laquelle Perec revendique rapidement l'appartenance : « *Joyce a montré qu'il est facile de détruire l'écriture : le problème me paraît être maintenant de la réinventer. C'est pour ça que je suis à l'Oulipo. Je le répète, nous sommes des artisans.* » déclare-t-il à Patricia Prunier dans un entretien en 1967.

Perec n'en est pas à son coup d'essai lorsqu'il s'agit d'imposer des contraintes pour faire naître l'écriture, mais avec *La Disparition*, il s'attaque à un monument de la graphie française : la voyelle « e ». Pendant 300 pages, il relève le défi d'un effacement a priori impossible tout en narrant une enquête, celle d'une disparition mystérieuse qui en mènera plus d'un à sa perte. De la contrainte zéro, du néant sous toutes ses formes, naît l'œuvre.

Déployer la disparition

Anton Voyl, premier personnage rencontré par le lecteur, est aussi le premier qu'il perd de vue et, à en croire l'entourage de ce dernier, celui-ci semblait déjà porter l'effacement en lui avant sa disparition. Augustus B. Clifford, le décrit comme tel : « *sa carnation, qui donnait à son front arrondi un air blafard, maladif, son port alangui, vacillant, son air fugitif, son sourcil blanc, son iris d'un azur si clair qu'un instant j'ai cru voir un albinos*[1] ». L'association du personnage à la couleur blanche n'est pas sans rappeler des propos tenus par le personnage lui-même : « *j'irai jusqu'à la mort, jusqu'au grand oubli blanc, jusqu'à l'omission*[2] ». Progressive, la disparition de Anton Voyl semble inévitable et totale, du monde, mais aussi des esprits. A plusieurs reprises, le lecteur peut d'ailleurs oublier que ce protagoniste est le point de départ du roman tant la narration le néglige.

En réalité, il n'est que le premier maillon d'une enquête menée de concert par le narrateur, les personnages et le lecteur. Perec tisse des liens entre les protagonistes qui deviennent tour à tour enquêteurs, mais aussi victimes. Dans des situations plus absurdes les unes que les autres, plusieurs personnages, dont on apprendra qu'ils sont tous concernés par une sorte de fatum, sont également anéantis. Douglas Haig meurt d'une mauvaise chute sur scène alors qu'il est enfermé dans un carcan en plâtre blanc. Ottavioni explose après la lecture d'un texte écrit sans la lettre "a". Ce dernier tente de signaler que la lettre "e" manque aussi à l'appel : "*Mais il n'y a pas non plus d*", or l'apostrophe s'ouvre sur le blanc d'une fin de chapitre. Comme Perec l'indique lui-même, *La Disparition* est un roman policier "*dont l'assassin [est] la lettre "e"*[3]".

Descendants, sans toujours le savoir, d'un mystérieux clan, ces personnages subissent le joug d'une décision prise par leurs ancêtres. Aux origines, une fortune colossale dont la transmission était uniquement vouée à l'aîné de la fratrie du clan. Règle interne qui ne manqua pas d'attiser la convoitise meurtrière des plus jeunes et de mener le clan à sa quasi perte. Pour éviter la disparition totale, la décision fut prise de « *ritualis[er] l'assassinat*[4] » en interdisant aux pères du clan d'avoir plus d'un enfant. Paradoxalement, aucun des personnages de *La Disparition* ne convoite la fortune qui fait peser sur lui la menace de mort, renforçant ainsi davantage l'absurdité de l'articulation entre préservation et extermination.

La lecture des notes préparatoires à *La Disparition* donne du sens à ces anéantissements qui paraissent a priori n'en avoir aucun. Dans « Comment j'ai écrit certains de mes livres[5] », Georges Perec associe des lettres de l'alphabet qu'il souhaite supprimer, à un prénom, puis à un décès. On pense au "n", associé au personnage de Nicias, décédé d'un coup à l'aine. Les personnages ne disparaissent donc pas seulement pour cause d'appartenance à une famille, mais aussi car la lettre qu'il représente est vouée à disparaître du système alphabétique déterminé par l'auteur.

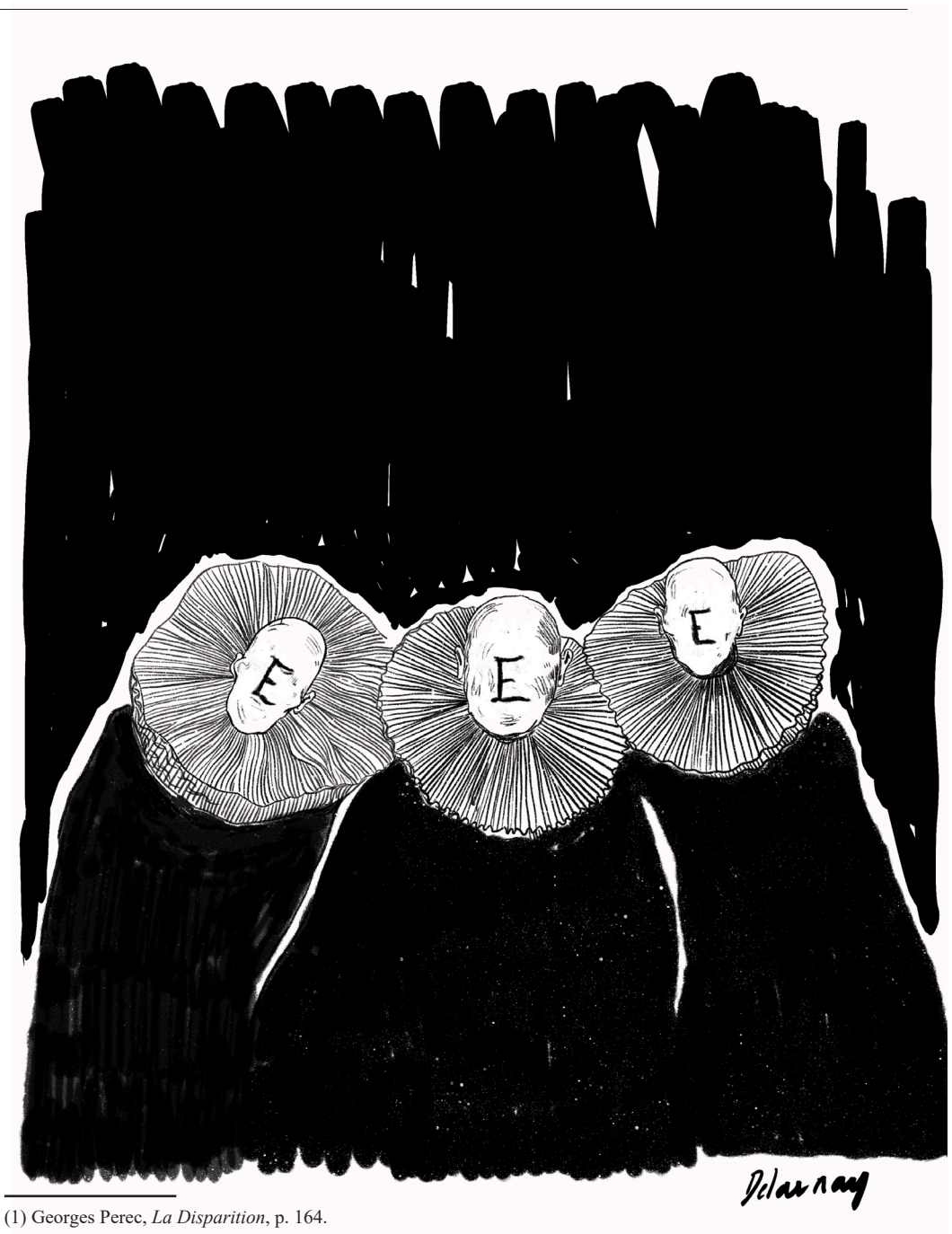
La lettre « e », bien que plus touchée par l'invisibilité, n'est donc pas la seule victime de Pérec. Le néant semble progressivement contaminer tous les domaines, plusieurs disparitions s'enchaînent dans le système de la langue française : qualification et accords pour les personnages féminins, usage des pronoms réfléchis (qui donne par exemple « suicida-t-il »), première personne du singulier pour certains verbes ; parfois même la disparition du français au profit de l'anglais, mais aussi du latin, et de l'italien. Aignan, "*sans trop savoir pourquoi il utilisait l'anglais*[6]" hurle "That's right" ; Olga "*qui n'avait jamais su son latin*" murmure "*Larvati ibant obscuri sola sub nocta*[7]". Et bien sûr, disparition de mots et de leur sens, créant ainsi un vide sémantique lorsque le remplacement est impossible. Augustus B. Clifford fait d'ailleurs l'expérience de ce sentiment d'étrangeté face au mot "voyelle" : "*Il rabâchait sans fin un mot qu'il n'arrivait jamais à saisir : voilà, ou vois-là ou Voyou ou Voyal ? qui, par associations, provoquait un amas, un magma incongru : substantifs, locutions, slogans, dictons, tout un discours confus, brouillon, [...] mots sans filiation, où tout lui manquait, la prononciation, la transcription, la signification*[8]". Le "e" devient la pièce manquante du puzzle, celle qui annule la possibilité de compléter et transforme le vide en fatalité.

Dire l'anéantissement

Or, qui pourra encore dire

la mémoire des membres du clan si peu à peu leurs signes graphiques spécifiques et leurs voix s'éteignent ? Comment dire et écrire avec les lettres d'un alphabet devenu trop étriqué ? Du roman à la réalité il n'y a qu'un pas, et beaucoup de critiques s'accordent à dire que ces interrogations ont été traversées par Perec lui-même pour dire la Shoah. Considérant que *La Disparition* fait référence au "certificat de disparition", acte d'état-civil délivré aux familles, beaucoup rapprochent l'intrigue de l'oeuvre au génocide des juifs d'Europe lors de la Seconde Guerre Mondiale. Comme l'indique Maxime Decout : « *Les personnages qui disparaissent sont éliminés parce qu'ils appartiennent à une même famille. Donc ils sont simplement coupables d'être nés*[9]». Grâce à la lecture des premières versions de *La Disparition*, il remarque en effet que Pérec a progressivement retravaillé son texte pour organiser l'histoire autour d'un arbre généalogique. Une hypothèse appuyée par le projet, non-abouti mais antérieur, d'un écrit autobiographique visant à reconstituer l'histoire juive de sa propre famille. *La Disparition* incarnant ainsi malgré tout la volonté de contester la tentative d'un effacement historique total, de lutter contre le zéro absolu de la mémoire. Les pensées d'Anton Voyl au début du roman sont en ce sens parlantes : « *Il y avait un manquant. Il y avait un oubli, un blanc, un trou qu'aucun n'avait vu, n'avait su, n'avait pu, n'avait voulu voir. On avait disparu. Ça avait disparu.* ». Cette thématique revient aussi dans les pensées d'Augustus : "*Au plus fort du Logos, il y a un chant proscrit, tabou zonal dont aucun n'approchait, qu'aucun soupçon n'indiquait : un Trou, un Blanc, signal, omis qui, jour sur jour, prohibait tout discours, laissait tout mot vain, brouillait la diction, abolissait la voix dans la malédiction d'un gargouillis strangulant*". Cet univers sans "e" qui questionne tant personnages et lecteur, donnerait à sentir la privation sentie par l'humanité avec la disparition potentielle du peuple juif[10]. Plus tard, en 1975, Perec laissera apparaître "Pour E" en exergue de *W ou le souvenir d'enfance*, œuvre mêlant fiction et récit autobiographique, souvenirs d'enfance et visions du monde concentrationnaire. Manière de faire réapparaître la lettre disparue, et par la même occasion "eux", ses proches emportés au début des années 40 par la guerre et la déportation.

La disparition du « e », lettre la plus commune de l'alphabet français, dans le corps du texte deviendrait par conséquent le symbole d'une disparition inconcevable, d'un fait inimaginable mais bien réel ; ou quand l'impossible de dire, passe par la soustraction plutôt que l'addition. Car c'est bien de ça dont *La Disparition* traite, le zéro ne se dit plus, il se mime. Et l'ironie est encore plus grande quand on sait que la clé de l'énigme est parfois passée totalement inaperçue aux yeux de certains lecteurs. S'agit-il pour ces derniers d'une volonté de se concentrer sur le positif, au sens de ce qui existe, ou une tendance à s'habituer et à tolérer l'invisibilité ?



(1) Georges Perec, *La Disparition*, p. 164.
(2) Georges Perec, Entretiens et conférences, vol. II, Nantes, Joseph K., 2003, p. 282.
(3) Georges Perec, *La Disparition*, p. 256.
(4) Maeyama Yû, "Les notes préparatoires à La Disparition de Georges Perec", Le Cabinet d'amateur. Revue d'études perecquiennes, 2013, p. 233-258.
(5) Georges Perec, *La Disparition*, p. 44.
(6) Georges Perec, *La Disparition*, p. 11.
(7) Georges Perec, *La Disparition*, p. 133.
(8) Maxime Decout dans ""La Disparition" de Georges Perec, un tour de force littéraire" par Alexis Magnaval, 16 juin 2022
(9) Jean-Luc Joly dans ""La Disparition" de Georges Perec, un tour de force littéraire" par Alexis Magnaval, 16 juin 2022
(10) Jean-Luc Joly dans ""La Disparition" de Georges Perec, un tour de force littéraire" par Alexis Magnaval, 16 juin 2022

DEFENSE D'OUBLIER

CULTURE MÉMORIELLE OCCIDENTALE DANS L'ART CONTEMPORAIN

Amos MEZOUI-ONDO SABBETTA

Zéro, absence, oubli, vide, creux, néant, manque. Tous ces mots composent le champ lexical et nous donnent un aperçu de ce qu'est le zéro en philosophie : en somme un "*lieu*" de non-être et de potentialité recelant nombre de trajectoires de pensée liées aux concepts d'existence et de création. C'est ainsi que l'art du nord global et plus particulièrement de l'Occident – dans un dialogue continu avec la philosophie et l'esthétique – a engagé le sujet du zéro sous le prisme de l'absence et du vide dans les pratiques créatives contemporaines. En effet, il est important de rappeler qu'au cours du deuxième millénaire, l'art européen a évité de se confronter directement au sujet du zéro et du vide ; la première exception à cette tradition étant l'œuvre pionnière de Yves Klein *l'exposition du vide (La spécialisation de la sensibilité à l'état matière première en sensibilité picturale stabilisée)* datée de 1958. Cela s'explique par la relation au zéro que cet art a hérité. Pour l'expliquer simplement, pour la plus grande partie du deuxième millénaire de notre ère les biais de création artistique ont consisté en la figuration et en la juxtaposition hiérarchique – d'éléments, de matériaux, de motifs iconographiques etc – résultant en une tradition laissant peu de place au vide et à l'absence explicite.

Quel lien ontologique peut-on tracer entre le zéro, l'absence et l'oubli ? Pourquoi et comment l'oubli est le meilleur des outils pour engager un travail de mémoire ? Ces deux questions permettent d'adresser plusieurs thématiques et d'animer l'exercice de pensée que propose cet article. L'idée étant que à l'ère actuelle, les représentations planes, riches de motifs et pleines d'éléments, reconduisent une narration mémorielle préexistante et souvent hégémonique. Une approche aux narrations très ancrées ne pouvant donc être correcte ; puisque cette dernière ne distingue pas les nuances, pourtant nécessaires, d'un travail de mémoire. Cependant, loin de réfuter les bienfaits d'une approche générale du sujet, il est pertinent d'examiner d'autres possibilités de création par le biais d'exemples précis. Le vide matériel, en tant qu'emblème de l'oubli, porte en son sein des solutions plastico-théoriques intéressantes demandant au regardeur de prendre part activement au travail de mémoire.

L'interrogation qui précède toutes les questions posées dans le paragraphe précédent est bien-sûr de

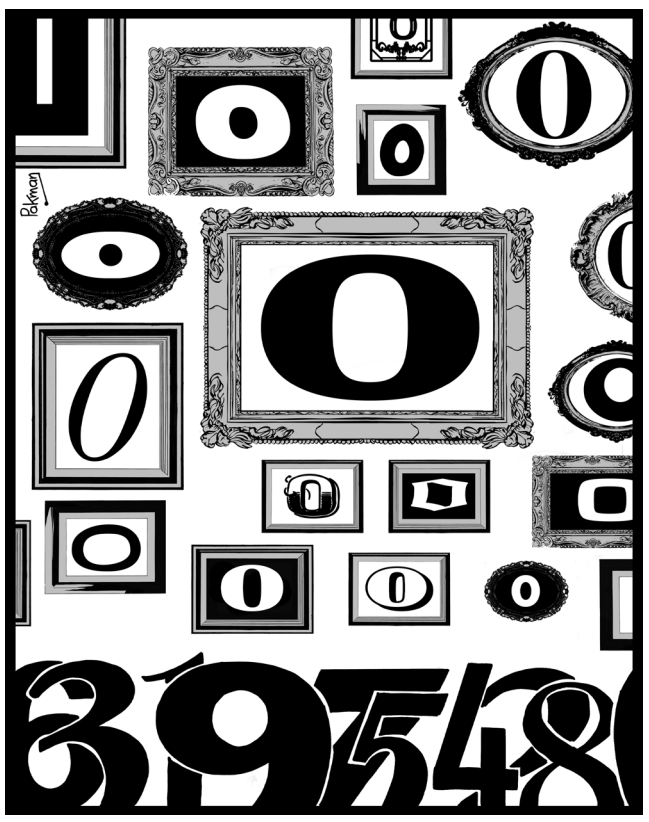
comprendre le lien qui existe entre l'art – contemporain – et la mémoire, et en quoi ce lien est-il significatif.

La mémoire est communément comprise comme une « représentation du passé » ou une « présentification par l'image du passé dans le présent[1]»; lorsque l'on parle de mémoire il est donc premièrement question d'image puisque c'est cette dernière qui « active » tout travail mémoriel[2]; notamment selon la tradition aristotélicienne[3]. Ainsi posée cette généralité perdure longuement dans les systèmes de pensée modernes et occidentales[4]. La connexion inextricable qui existe entre la mémoire et l'art est donc à reconduire à l'enjeu de l'image, qui se trouve à l'origine de ces deux sujets.

À l'aune de cette actualité de la réflexion nous pouvons mieux comprendre pourquoi l'imagerie du mémorial, tel que conçu jusqu'au XXe siècle, – composée de noms empilées et de la silhouette anonyme d'une personne ayant pris part à l'événement commémoré – se doit de changer pour être à même d'engager un travail de mémoire. C'est en cela que l'art intervient en fournissant des nouvelles solutions mémorielles. Et pour ce même art c'est le vide, et donc le zéro, qui constitue un outil apte à accomplir cette tâche mémorielle.

« Quand on fait un monument, ce n'est pas pour se souvenir, c'est pour oublier[5]»

En 2007, Doris Salcedo, plasticienne colombienne de renom, réalise *Shibboleth* : une fissure de 200m de long creusé dans le sol de la *Turbine Hall*, étant la salle de la Tate Modern de Londres hébergeant annuellement une seule oeuvre artistique dans ses 3.000m² d'espace. Shibboleth est littéralement un « espace négatif[6]», un creux obtenu par l'ablation du béton, l'œuvre même n'est composée d'aucun élément si ce n'est le vide qu'elle crée – et qui reste aujourd'hui indélébile malgré les tentatives de reboucher la fissure. Ce qui intéresse l'artiste ici, est d'engager une réflexion sur les thématiques migratoires du déplacement, de la diaspora et de l'hostilité envers les étrangers non-européens. Ainsi, le visiteur n'est en rien conditionné à adopter une particulière perspective mémorielle, comme pourrait le faire un cliché photojournalistique issu d'une zone de conflit, ou un mémorial aux morts listant les innombrables victimes – flanqué de la sévère statue d'un militaire. Certes, aux yeux d'un certain visitorat une telle proposition peut paraître bien trop radicale et conduire à un risque d'incompréhension pour un public non avisé. Or, en réalité, cette solution esthétique se situe dans une lignée qui reconnaît la difficulté du faire-art dans un monde massifié[7] et où l'impensable, l'irregardable et l'indicible composent la banalité quotidienne[8].



Face à la « barbarie » du « faire-art après Auschwitz[9]» d'autres artistes ont, par le passé, fait d'autres propositions encore plus radicales à l'image du projet présenté par Horst Hoheisel dans le cadre d'un appel à proposition de mémoriaux par la ville de Berlin. Ce dernier propose de « détruire la porte de Brandebourg, réduire les pierres en poussière, éparpiller les restes sur l'ancien emplacement et couvrir tout l'espace du mémoriel avec des plaques en granite. Comment mieux se rappeler la destruction d'un peuple que par la destruction d'un monument[10] ? » [traduction libre]. En raison de l'environnement néomédiatique qui nous est contemporain, nous sommes anesthésiés et désensibilisés aux images et aux attributs symboliques[11]. C'est pourquoi bien que « la mémoire repose sur des supports matériels et symboliques[12]» – selon plusieurs aut. eur.rice.s tels que Greg Dickson[13] – il est tout de même nécessaire que d'autres façons d'appréhender ce sujet soient partagées pour que ces mémoires continuent d'exister. Le vide, l'« espace négatif », est donc évidemment intentionnel et est la monstration de l'interstice[14] (interstice: intervalle, hiatus, espace de l'entre-deux). L'espace interstitiel étant, en esthétique, riche d'attributs conceptuels et apte à coïncider avec plusieurs systèmes de pensées, comme celui mémoriel.

Enfin, la photographie – vecteur primordial de narrations mémorielles et actuelles – nous permet de poser un regard critique sur ces questions. Tel qu'évoqué ci-dessus la photographie occupe un rôle de premier plan, étant souvent brandie dans ce qui est appelé le « régime de la preuve[15]». Ce dernier, ne trouvant la vérité que dans l'image, contraint les victimes à devoir se justifier perpétuellement; il s'agit là d'un piège dont le négationnisme bénéficie et qui conduit à la *perversion historiographique* [16]. Il est donc impératif, dans ces contextes, de relier différemment images et mémoire. C'est precisement ce que propose l'artiste chilien Alfredo Jaar dans son oeuvre *Real Pictures* (1995), l'installation – dont la forme varie d'exposition en exposition – présente 372 photographies en cibachrome que Jaar réalise au Rwanda pendant et après le génocide de 1994. Pourtant aucune image n'est accrochée ni visible, l'artiste a choisi de présenter les photographies dans des boîtes photo-archiviques en lin noir, une pour chaque image, au dessus de laquelle est noté le lieu, la date et une courte description de ce que représente le cliché; l'empilement de ces centaines de boites sombres donne un caractère presque mortuaire. La réflexion ici ne se concentre pas seulement autour de l'inaccessibilité de l'image ou de son absence mais bien son incapacité à parler de situations aussi intrinsèquement irreprésentables que le génocides (entre-autres en raison de leur ampleur). L'image, le cliché, ne peut qu'être une extrapolation du réel, une sélection artificielle dictée par ce qui se situe dans le viseur de l'appareil photographique. Il est par conséquent éminemment nécessaire d'outrepasser un paradigme qui ne correspond plus à l'ère contemporaine. Nous y résommes: le vide, l'absence, le zéro, champs de création privilégiés et de mémoires actualisées. Là réside la nouvelle pratique contemporaine de la mémoire, dé-faite des contraintes d'une histoire qui n'est plus[17] et ne se prodiguant pas universelle mais bien interstitielle, non comme réponse univoque mais comme outil pratique.

(1) BERGSON, Henri, *Matière et mémoire*, dans *Œuvres*, Paris, Presses Universitaires de France, 1959.
(2) DIDI-HUBERMAN, Georges, *Images malgré tout*, Paris, Les Editions de Minuit, 2003, p. 45 ; « pour se souvenir, il faut imaginer ».
(3) Aristote, *De la mémoire et de la réminiscence*, [384-322 av. n.è.] *Passim*. Voir aussi TOUBOUL, Patricia. « Ce que l'art fait à la mémoire : le renouvellement éthique de l'appropriation du temps humain. » *Nouvelle revue d'esthétique*, (2) n° 18, 2016, p.105.
(4) NANCY, Jean-Luc, *Au fond des images*, Mayenne, Galilée eds, 2003, p. 128.
(5) BOLTANSKI, Christian, « Rencontre » dans FERENCZI, Thomas *Devoir de mémoire, droit à l'oubli?*, Bruxelles, Editions Complexe, 2002, p. 263
(6) Mots de Doris Salcedo issue d'un entretien reporté à p. 140 sous forme de citation, dans KELLER, Samuel, HESSE, Fiona (dir.), *Doris Salcedo*, Berlin, Hatje Cantz Verlang, 2023.
(7) BENJAMIN, Walter, L'œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique, Passim., [1936] 1955.
(8) ADORNO, Theodor W., *Prismes. Critique de la culture et de la société*, Paris, Payot, 2003 ; ADORNO, Theodor W., *Dialectique négative*, Paris, Petite bibliothèque Payot, 2003. ; BAER Nicholas, HENNEFELD Maggie, HORAK Laura, IVERSEN Gunnar, *Unwatchable*, Rutgers University Press, New Jersey, 2019.
(9) ADORNO, Theodor W., *Dialectique négative*, Francfort-sur-le-Main, Suhrkamp Verlag, 1966. ; ADORNO, Theodor W., Prismes. *Critique de la culture et de la société*, Paris, Payot, 2003. réf à une cit de l'auteur.
(10) YOUNG, James, « memory, counter-memory and the end of the monument » dans *At memory's edge. After-images of the holocaust in contemporary art and architecture*, New Haven, Yale University Press, 2000, p. 90 ; « blow up the Brandenburger Tor, grind its stone into dust, sprinkle the remains over its former site, and cover the entire memorial area with granite plates. How better to remember a destroyed people than by a destroyed monument ? ».
(11) RANCIÈRE, Jacques, « le théatre des images », in DIDI-HUBERMAN Georges, POLLOCK Griselda et al., *Alfredo Jaar, la politique des images*, Zurich, JRP-Ringier, 2007, p. 71 ; APPADURAI, Arjun, *Modernity at Large: Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis: University of Minnesota Press, 1996 ; CITTON, Yves, *L'économie de l'attention: Nouvel Horizon du Capitalisme ?*, Paris, La Découverte, 2014 ; SOLOMON-GODEAU, Abigail. « Lament of the images: Alfredo Jaar and the ethics of representation. » Aperture, n°181, 2005, p.36–47. ; CHAKRAVORTY, Swagato, « Unwatchable: Alfredo Jaar, *Lament of the images* (2002), and the ends of representation », *ArtJournal*, Juillet 2021, 80, n° 3, p. 101.
(12) BROUDEHOUX, Anne-Marie et CHELI, Guylaine, « Panser les blessures en soignant la mémoire : stratégies de mise en espace des lieux de mémoire d'atrocités. » *Sciences du Design 2*, n° 14, 2021, p. 17.
(13) DICKINSON, Greg, BLAIR, Carole et OTT Blaire L. (dir.) *Places of Public Memory : The Rhetoric of Museums and Memorials*. Tuscaloosa, The University of Alabama Press, 2010.
(14) Au sujet de l'interstice voir: DELEUZE, Gilles. « Les conditions de la question : qu'est-ce que la philosophie ? », *Chimères. Revue des schizoanalyses*, n°8, mai 1990. p. 1-7. ; DAVILA, Thierry, *De l'inframince. Brève histoire de l'imperceptible de Marcel Duchamp à nos jours*, éditions du Regard, 2e édition, 2019 ; BRIGHENTI, Andrea Mubi, *Urban Interstices: The Aesthetics and the Politics of the In-between*, New-York & Londres, Routledge, 2013.
(15) KRISTENSEN, Stefan, « Le montage impossible (de la mémoire). Marie-Aude Baronian, *Mémoire et image. Regards sur la catastrophe arménienne*. », 1895, n° 75 (1), 2015. ; BASMADJIAN, Varvara. « Achot Achot, Armen Rotch, Melik Ohanian. Trois artistes contemporains face à la représentation du génocide » Dans LOUVIER, Patrick, ASSO, Annick, DEMIRDJIAN, Hélena, *Exprimer le génocide des Arméniens*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, p. 177
(16) NICHANIAN Marc, et ANIDJAR Gil, *The Historiographic Perversion*, New York, Columbia University Press, 2009.
(17) FUKUYAMA, Francis, *The end of the history and the last man*, New York, Free Press, 1992. ; LYOTARD, Jean-François, *La condition postmoderne*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.

«ZÉRO», UN MOUVEMENT D'APRÈS-GUERRE OUBLIÉ :

UN ART LIBÉRÉ DU CARCAN NAZI

Charlotte MONTEL

Mouvement artistique allemand méconnu de l'après-guerre, le groupe ZÉRO se retrouve par ses caractéristiques à cheval entre les idéologies de l'expressionnisme et les pratiques artistiques du minimalisme. Aujourd'hui, le mouvement est toujours visible à travers le travail des artistes contemporains, et dans le développement d'autres courants.

Nous sommes en 1950, en Allemagne. Le silence laissé par la Seconde Guerre mondiale dans le monde de la culture germanique plane. Les communications sont coupées entre la France et les perdants de la guerre sur le plan artistique. Puis, un grondement assourdissant se fait entendre : une fusée qui s'apprête à décoller. Trois, deux, un… zéro. La fusée s'envole. Elle laisse derrière elle l'art pessimiste de la guerre, et embarque à son bord des artistes du monde entier. Elle traverse l'atmosphère, ouvre une brèche et casse les codes artistiques tels qu'on les connaissait jusqu'à maintenant. Sur la fusée, une seule inscription : ZÉRO[1].

Pendant la Seconde Guerre mondiale, l'art allemand prend une tournure qu'on pourrait qualifier de pessimiste. Entre les mains du Troisième Reich, il devient un outil de propagande répandant les idées racialistes et conservatrices du parti. Cela ne fait pas l'unanimité et n'accède pas à la postérité au vu de l'ignominie nazie. Les artistes allemands ressentent alors le besoin de se détacher du courant artistique du parti. C'est l'avis que partagent deux artistes peintres allemands, Heinz Mack et Otto Piene, dans les années 50. Ils se portent alors garants de changer de prisme artistique, de redéfinir l'art au lendemain de la guerre en lui donnant la possibilité de repartir de zéro. C'est ainsi qu'en 1957, à Dusseldorf, naît « ZÉRO ».

Dans un premier temps, les artistes publient quelques numéros d'une revue sous ce nom. Puis, le 11 avril 1957, leur première « exposition d'un soir » voit le jour, ils y regroupent leurs talents artistiques et studios. Cet événement est considéré comme le point de départ d'un mouvement artistique transfrontalier et révolutionnaire. Malgré leur objectif commun de révolutionner l'art de l'après-guerre, Otto Piene et Heinz Mack ne voyaient pas leur réunion devenir un mouvement artistique important[2].

Le groupe se donne comme nom « ZÉRO » comme clin d'œil au moment du décollage d'une fusée après le compte à rebours, illustrant ainsi l'éloignement du totalitarisme vers l'optimisme qu'apporte l'ère spatiale.

Ainsi, lorsque Heinz Mack et Otto Piene décident de combiner leurs compétences et techniques artistiques, ils créent un mouvement artistique que l'on peut opposer aujourd'hui à l'expressionnisme et rapprocher au minimalisme par certaines de ses caractéristiques formelles.

L'expressionnisme est un mouvement artistique apparu en Allemagne au début du XXème siècle. Même si ce mouvement se développe avec l'objectif de s'éloigner des traditions académiques, ce qu'ils réussissent, c'est bien là son seul point en commun avec ZÉRO : les œuvres de ce mouvement se caractérisent par une déformation de la réalité, des couleurs agressives et la recherche de transmission d'émotions au spectateur. A l'inverse, le minimalisme, qui se développe aux Etats-Unis dans les années 1960, soit peu après la création du groupe, poursuit une démarche presque opposée : il vise à réduire la forme à l'essentiel, à épurer la couleur et la matière, jusqu'à créer des oeuvres où le vide, la répétition et la neutralité deviennent porteurs de sens, des oeuvres qui semblent, au premier regard, dépourvues d'émotion, mais qui invitent à une expérience sensorielle.

Il s'agit d' un groupe qui cherche à s'éloigner de la tradition artistique de l'époque et à en redéfinir les codes. Le nom du groupe, ZÉRO, condense cette idée de recommencement absolu : faire table rase du passé, oublier tout ce qu'on connaît alors dans le cadre du processus artistique. Cette perspective offre dès lors un millier de possibilités au groupe.

En dehors de ZÉRO, Heinz Mack est surtout connu pour l'op art[3], et l'art cinétique[4] ; il travaille avec plusieurs types de techniques et de supports, réalisant des œuvres monochromes, en reliefs, et pour certaines en mouvement, grâce à des illusions d'optiques ou à des éléments motorisés. Otto Piene, lui, travaille à l'aide de pochoirs et de jeux de lumières afin de créer des formes d'illusions d'optiques. Il regroupe dans ses œuvres, art, nature, et technologie. Ce sont ces mêmes techniques et caractéristiques qui vont devenir celles de ZÉRO.

Les œuvres d'art du groupe sont alors caractérisées par leur quête de formes nouvelles, affranchies du cadre et des contraintes des courants artistiques antérieurs. ZÉRO cherche à repousser les limites de l'art telles qu'on les connaît. Leurs oeuvres sont composées de tons monochromes, souvent le blanc, d'illusions d'optiques, de formes minimalistes et abstraites, créées à l'aide d'outils étrangers à la création artistique.

Guillaume Delaunay

Une des caractéristiques principales du groupe est l'exploration de la lumière et sa dynamique. Les membres de ZÉRO travaillent surtout sur ses reflets, en utilisant des matériaux tels que le métal ou le verre, dont les surfaces réfléchissantes permettent de jouer sur les effets lumineux. Ils utilisent ces techniques afin de faire ressentir le mouvement, l'énergie, à travers la création d'illusions d'optiques.

Or, étant donné que ZÉRO est avant tout lié à la recherche de la simplicité, certaines œuvres d'art ayant pour sujet principal la lumière, sont fabriquées à partir… de lumière. C'est le cas par exemple de l'installation de Otto Piene, « Neon Medusa », datant de 1969. Cette œuvre est fabriquée à partir de 449 lampes à incandescences oranges, chacune attachée à une seule et même tige. Les lampes sont programmées pour clignoter, créant ainsi une impression de mouvement et de dynamique. Cette œuvre illustre parfaitement la volonté du groupe d'explorer de nouvelles techniques dans le cadre de l'art.

Piene et Mack, ainsi que leurs collaborateurs, travaillent aussi avec toutes sortes d'outils insolites, comme les clous. Günther Uecker, un des seuls autres membres permanents du groupe, rejoint ses créateurs en 1961, et est à l'origine de l'œuvre intitulée « Column of nails », dont le nom est transparent puisque la sculpture est composée d'une colonne blanche recouverte de clous eux aussi blancs.

Comme l'illustre bien la sculpture de Uecker, le groupe travaillait beaucoup sur le relief dans leurs œuvres. Ils mènent également des expériences avec des objets du quotidien, tels que le coton, des plumes, des pièces de monnaie, et des caisses de bière. Certains, comme Yves Klein, peignent même avec du feu, à l'image de son œuvre « Fire Color 1 ». D'autres n'hésitent pas non plus à intégrer des moteurs pour faire tourner leurs œuvres, les faire se cogner entre elles ou même les faire exploser. Après une période marquée par de nombreux bombardements, on peut s'interroger sur la pertinence et la sensibilité de ces expérimentations comme manière de produire un art optimiste. À travers ces exemples, on retrouve bien cette recherche de l'innovation et du dépassement des codes, propre de ZÉRO.

Cependant, lorsqu'on compare l'art expressionniste, antérieur à celui du groupe, à ces œuvres monochromes et neutres, on peut alors se demander si l'objectif des artistes est réellement atteint. À travers ces tons, où trouver l'optimisme dans ces œuvres, pourtant posé comme ligne directrice du projet artistique ? La couleur blanche par exemple serait donc plutôt associée à l'idée de repartir de zéro, en tant que symbole de la page

(1) Les artistes du mouvement s'attribuent la fusée comme symbole de leur groupe.
(2) « Nous n'avions pas l'intention de créer un groupe, au départ : c'était une relation d'amitié. Mack et moi avions des ateliers voisins; nous parlions beaucoup et avions développé une sorte d'attitude artistique. »; https://www.annickbureaud.net/wp-content/uploads/2011/01/PieneFR.pdf
(3) L'op art est l'expression utilisée pour désigner les recherches et pratiques artistiques qui exploitent la fiabilité de l'œil à travers des illusions et ou des jeux d'optiques.
(4) L'art cinétique est un courant qui propose des œuvres contenant des parties en mouvement.

blanche, de vide qu'il ne reste plus qu'à remplir; ou encore de l'expression d'un pacifisme, interprétation cohérente avec la période d'après-guerre.

Aujourd'hui, ZÉRO n'existe plus en tant qu'entité, puisque le groupe s'est dissout en 1967. On reconnaît néanmoins son héritage grâce aux artistes qui ont continué dans cette quête de dépassement des limites de l'art, de renouveau, à l'aide de matériaux et technologies différents et plus modernes. Les relations entre espace, art, et mouvement sont encore au centre de nombreux travaux artistiques. Le groupe a également eu une influence majeure sur le développement du minimalisme, apparu à la même époque, que l'on peut reconnaître avec notamment les tons monochromes des œuvres, ainsi que sur l'art conceptuel et l'art contemporain[5]. Enfin, grâce à la collaboration avec de nombreux artistes internationaux, ZÉRO a aussi contribué à la réconciliation des pays européens suite à la guerre.

À l'époque de la création du groupe, on ressentait un sentiment de culpabilité chez les générations qui ont connu la guerre. C'est une des raisons qui ont poussé Mack et Piene à entreprendre cette révolution artistique. A la lumière du contexte mondial et sociétal actuel, le projet d'un retour à zéro et à la simplicité résonne plus que jamais.

Cela nous invite à nous interroger : ce recommencement doit-il se limiter au champ artistique, ou pourrait-il devenir le point de départ d'une réinvention plus globale, touchant aussi nos manières de vivre, de penser et de créer ?

(5) « Le Zero Group a eu un impact profond sur l'art contemporain, influençant le développement du minimalisme, de l'art conceptuel et d'autres mouvements. »; https://joseartgallery.com/fr/articles/zero-group?srsltid=AfmBOooQ2pVXG9Zv-FbAJh564v2ZT61KPbg2Wzp72XNeKn4BtbAgiDt0.

LES VIOLENCES SEXUELLES EN TEMPS DE GUERRE

DU CRIME INVISIBLE À L'ARME DÉLIBÉRÉE

Mirabelle GABRIELIDES

De Plutarque à Tite-Live, le viol est évoqué comme une conséquence inévitable de la défaite[1]. La femme et son corps deviennent un prix, celui de la victoire. La guerre fait partie des cycles qui se répètent dans l'histoire et tant que le corps de la femme sera perçu comme objet, et la femme, plus généralement comme moyen de domination, les viols et autres agressions sexuelles serviront comme technique pour le conflit. L'époque contemporaine voit une multiplication de la violence sexuelle comme outil stratégique. Afin de mieux comprendre comment cette réalité est progressivement devenue une stratégie guerrière, il est pertinent de définir ce phénomène.

Définir la « violence sexuelle liée au conflit »

Les conflits armés créent des zones de rupture où la loi s'efface et où le corps devient un champ de bataille. Une jeune femme témoigne au sein du Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie sur les horreurs vécues dans le camp de viol de Foča, lors de la guerre de Bosnie-Herzegovine (1992-1995). À l'époque le témoin 87, jeune fille musulmane, n'a que 15 ans, à l'été 1992 elle est placée dans l'ancienne école qui sert de camp de concentration et de viol des femmes musulmanes de la région. Le témoin 87 raconte qu'elle était gardée dans une salle par quatre ou cinq soldats « qui environ une nuit sur deux faisaient sortir les femmes pour les violer[2]» . Le journal judiciaire de La Haye nous dit que les femmes, si elles refusaient d'obéir, étaient battues en public[3]. Cette série de viols massifs planifiés en Bosnie-Herzégovine, où des femmes furent internées dans des camps à Foča et Višegrad, sert de moyen d'humiliation d'abord personnelle mais aussi ethnique.

Ces violences ont été théorisées, notamment au sein de l'institut du Genre en Géopolitique, et du rapport onusien. Parmis ces pratiques figure le viol massif planifié, comme en Bosnie ou au Rwanda où entre les mois d'avril et de juillet 1994, c'est entre 250 000 et 500 000 femmes rwandaises violées, souvent de manière collective et organisée[4]. On distingue aussi le viol punitif commis sur les femmes soupçonnées de soutenir l'ennemi ainsi que les violences extrêmes comme les grossesses forcées, mutilations ou stérilisations.

Une violence inscrite dans la longue durée de la guerre

Les violences sexuelles ne sont pas un phénomène moderne, elles accompagnent l'histoire de la guerre depuis l'Antiquité. En effet, comme le souligne Cécile Guignard, doctorante en sociologie, la capture, puis l'abus sexuel des femmes conquises était déjà une pratique tolérée et devenue habitude dans les sociétés grecques et romaines[5]. À l'époque moderne, sous l'Empire, les campagnes napoléoniennes sont extrêmement violentes pour les femmes des territoires conquis. Dans la période contemporaine, on observe une multiplication en nombre et en techniques des violences sexuelles. Seulement à notre époque, elles sont reconnues et prises en compte, on recueille ces témoignages permettant d'attester de l'atrocité infligée aux femmes. Cette longue histoire, des viols antiques jusqu'aux «camps de viols» contemporains, nommés ainsi par le Journal Judiciaire de La Haye, révèle une continuité : la domination masculine et militaire se cristallise dans l'appropriation du corps des femmes. Selon Guignard, la guerre moderne transforme le viol en «méthode» : planifiée, systématisée, intégrée à des doctrines militaires. On ne cherche plus seulement à humilier ou punir, mais à détruire. C'est la naissance de ce que l'ONU appelle désormais la *weaponisation of sexual* violence ou la militarisation du viol comme technologie de guerre[6].

Si la violence sexuelle en temps de guerre s'enracine dans une longue tradition, elle est aussi permise par des dynamiques politiques, sécuritaires et sociales fragilisées.

Un contexte propice : effondrement, militarisation, impunité

Chaque guerre favorise un terrain propice aux violences sexuelles. L'effondrement des institutions civiles, la faiblesse de la justice militaire et l'absence d'autorité laissent libre cours à l'impunité. La militarisation des sociétés, où la frontière entre civil et combattant s'efface, intensifie les risques. Les déplacements massifs de populations et la création de camps de réfugiés renforcent la vulnérabilité, notamment des femmes isolées, ce, même après l'arrêt des combats. Le corps féminin devient un espace d'expression de la domination politique : contrôler les femmes revient à contrôler la reproduction biologique et symbolique du groupe. Au Congo (RDC), entre 2023 et 2024 les cas de violences sexuelles dans le Nord Kivu impliquant le M23, soutenu par les forces rwandaises, ont plus que triplé[7].

La logique économique renforce encore cette dynamique. Dans plusieurs conflits récents, comme en Libye, les esclaves sexuelles sont intégrées à des systèmes d'échange, de rançon ou de financement ; la violence sexuelle devient une ressource, un marché parallèle du conflit[8]. Devant l'ampleur et la récurrence de ces violences, la communauté internationale a réagi et a mis en place une reconnaissance et une judiciarisation permettant de mieux traiter le problème.

De la reconnaissance à la justice internationale

C'est à la fin du XX[e] siècle que l'on passe du statut de «dommage collatéral » à celui d'arme de guerre, reconnue par le droit international. La rupture se produit dans les années 1990-

Jérôme Cassou

2000, avec les tribunaux pénaux internationaux, notamment ceux du Rwanda et d'ex- Yougoslavie.

En 1998 puis en 2001 les tribunaux internationaux du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie marquent l'histoire du droit international en reconnaissant le viol comme arme de destruction et crime [9]. En 1998, le Statut de Rome de la Cour pénale internationale inscrit cette avancée dans le marbre.

De cette impulsion, le Fonds des Nations unies pour les femmes (UNIFEM), intégré à UN-Women , fonde l'initiative inter-agence sous le slogan «Stop Rape Now». Le rapport du Secrétaire général de 2024 souligne la poursuite des progrès. Pour la première fois, le groupe armé RED Tabara, une faction de l'armée burundaise, active dans l'est de la RDC, est mentionné pour des cas massifs de viols.

En 2016, c'est Jean-Pierre Bemba, homme d'État congolais (RDC) qui est condamné par la CPI pour crimes , mais également pour le fait d'avoir eu connaissance des crimes commis par ses troupes, notamment des viols, sans avoir pris les mesures nécessaires pour les empêcher. Par cette décision, on condamne le viol dans son caractère systémique et non comme simple fait isolé. Bien qu'il y ait une avancée juridique, les réalités du terrain nous rappellent que le chemin est loin d'être terminé.

Les limites d'un combat encore inachevé

Malgré la reconnaissance juridique, l'impunité reste la règle. Une culture de la honte s'installe, le témoin 87 nous dit en parlant de sa mère « Elle ne m'a jamais posé la question et moi, je ne lui ai jamais dit mais je pense qu'elle le savait. J'en suis assez sûre[11]». La gêne, la honte et le traumatisme taisent la parole, on parle aussi de guerre psychologique. Les agresseurs, eux, bénéficient d'amnisties, voire d'intégration dans les forces nationales. L'accord de paix de Lomé (1999), par exemple, qui met fin aux combats au Sierra Leone, en Afrique de l'ouest, comprend la clause d'amnistie qui accorde une amnistie totale aux groupes d'opposition armé (RUF), connus pour des faits de viols, entre autres[12]. Comme le rappelait Margot Wallström, représentante spéciale du Secrétaire général pour les violences sexuelles : « Il n'existe pas de cultures du viol, seulement des cultures de l'impunité.[13]» mettant ainsi en lumière que le viol n'est pas culturel mais que son impunité permet de le normaliser.

Les efforts des Nations unies et d'organisations locales se concentrent à présent sur la réparation et la prévention. On y voit la création de centres de soins spécialisés, soutien psychologique, programmes de réinsertion. Des initiatives concrètes existent : au Rwanda, plusieurs milliers d'officiers sont formés à la prévention des violences sexistes, en partie supervisés par l'EASF (Easter Africa Standby Force); À Timor-Leste, des actions de mise en relation entre des groupes de victimes et les forces de police ont étés mises en place, actuellement le second plan de "Gender Strategy (2024-2028)" a été lancé, l'une de ses missions vise à une meilleure prise en charge des victimes de harcèlement sexuel[1415]. Ces dispositifs marquent l'évolution, d'une approche punitive à une approche systémique, qui lie justice, sécurité et égalité. Mais tant que la paix sera conçue comme une cessation des combats et non comme une reconstruction du lien social fondée sur la dignité des victimes, la guerre continuera de s'écrire sur leurs corps.

De la Bosnie au Congo, du Rwanda à la Libye, la violence sexuelle en temps de guerre s'impose comme un miroir de la fragilité des États. Elle révèle que la guerre ne se limite pas aux batailles, non, elle s'inscrit dans les chairs mais aussi dans la mémoire et dans la reproduction des sociétés. Si le droit international a su nommer et condamner ces crimes, il reste encore à construire les moyens concrets de les empêcher. La question n'est plus seulement de punir, mais de prévenir. La paix véritable ne se mesurera pas au silence des armes, mais à la fin de cette guerre intime, menée contre les femmes dans l'ombre des conflits. Tant que les violences s'accumuleront, ces cycles de répétition, du vide moral et de l'oubli se perpétueront.

(1) Cécile Guignard, « Sexual violence in war: a weapon, method, strategy or practice? », p. 10, Institut du Genre en Géopolitique, Juillet 2020.
(2) Nation Unies, Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, *Le Témoin 87*, 4 et 5 avril 2000, 23 octobre 2000.
(3) Journal Judiciaire de La Haye, volume 2, numéro 3, 2007.
(4) Nations Unies, «Rape as a Tactic of War», United Nations Development fund for women.
(5) Cécile Guignard, « Sexual violence in war: a weapon, method, strategy or practice? », *op. cit.*.
(6) Nations Unies, "'Trauma that echoes across generations': UN highlights weaponisation of sexual violence", UN News, 23 Octobre 2024.
(7) Nations Unies, "CONFLICT-RELATED SEXUAL VIOLENCE, report of the United Nations Secretary-General», office of the special representative if the secretary-general on Sexual Violence in Conflict, 15 Juillet 2025.
(8) The Guardian, «Refugee women and children 'beaten, raped and starved in Libyan hellholes», 28 Février 2017.
(9) Nation Unies, Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, «crimes sexuels».
(10) Nations Unies, «Rape as a Tactic of War», op. cit.
(11) Nation Unies, Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, *Le Témoin 87*, 4 et 5 avril 2000, 23 octobre 2000.
(12) Amnesty International, «SIERRA LEONE, Amnesty International's recommendations to the Commonwealth Heads of Government Meeting, Durban, South Africa, 12-15 November 1999», Novembre 1999
(13) Nations Unies, «Rape as a Tactic of War», op. cit.
(14) UN Women, «Timor-Leste National Police Launch New Gender Strategy to Promote Women's Participation and Enhance Gender-Responsive Policing Services, and to Celebrate National Women's Day», 6 Novembre 2024
(15) Nations Unies, «Rape as a Tactic of War», op. cit.

LA GUERRE CIVILE AU SOUDAN

UNE INVISIBLE DE L'ACTUALITÉ

Maria-Chiara CORMACI

Le 26 octobre 2025, après 18 mois de siège, le RSF[1] s'empare d'El Fasher . L'OMS recense 460 personnes tuées dans un hôpital de la ville et plus de 70.000 déplacés.[2] Depuis, l'attention médiatique au Soudan se ravive, alors que l'ONU alértait dès 2023 sur un risque de génocide,[3] et que le pays connaissait déjà, en mars 2024 « la pire crise humanitaire et de déplacement au monde »[4].

Aujourd'hui, malgré la profusion des sources et des plateformes, l'ordre médiatique polarise et hiérarchise les sujets de façon arbitraire. Sans lien nécessaire avec la gravité des évènements, l'information demeure divisée entre sujets prioritaires et sujets secondaires.Ces deux dernières années, le conflit israélo-palestinien et la guerre en Ukraine ont monopolisé l'attention des médias occidentaux, occupé la une des journaux, de sorte qu'il est impossible d'être passé à côté. Pourtant d'autres conflits se déroulent dans une quasi-indifférence. Qu'en est-il du Soudan ? Face aux alertes de l'ONU sur un risque des crimes , comment expliquer le long silence médiatique autour d'une guerre civile qui ravage le pays depuis 2023, opposant le chef des forces gouvernementales, Abdel Fattah al-Burhan, au commandant de l'armée paramilitaire des Forces de soutien rapide, Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemetti ?

Une généalogie du conflit

Le Soudan, situé en Afrique nord-orientale, est riche en or et en pétrole et bordé par la mer Rouge, ce qui en fait un carrefour majeur du commerce international et qui le place depuis longtemps au cœur des intérêts stratégiques de ses voisins et de puissances internationales comme les États-Unis et la Russie. Ce pays obtient son indépendance en 1956, mettant fin à un "condominium"[5] anglo-egyptien instauré en 1899. Avant cette date, l'histoire du Soudan est marquée par l'influence de l'Egypte, des royaumes chrétiens, des Ottomans, qui ont fait du Soudan le lieu d'une cohabitation complexe entre populations musulmanes, chrétiennes et autres confessions traditionnelles africaines notamment animistes. Même après la libération coloniale, le Soudan ne connaît jamais la paix. Entre 1956 et 1985, des régimes militaires et des gouvernements provisoires se succèdent, sans résoudre les crises économiques ni les tensions entre le Nord et le Sud. Cette instabilité prépare le terrain au coup d'État de 1989, qui porte Omar Hasan Ahmad al-Bashir au pouvoir et instaure une dictature islamiste. En 2003, alors que les tensions montent dans la région du Darfour, à l'ouest du pays, Al- Bashir finance et pourvoit la milice génocidaire, future RSF, issue de la tribu des Janjawid.

L'objectif est double : manoeuvrer une intimidation militaire pour éradiquer les contestations et se débarrasser des tribus chrétiennes et celles que l'on dit « africaines» comme les Massalits et les Arawas. Ce conflit armé et de plus en plus délétère se prolonge jusqu'en 2008. En 2009, la cour pénale internationale accuse Al-Bashir par mandat d'arrêt de "crimes de guerre, de crimes et de génocide" perpétrés contre les minorités rebelles non arabes et non musulmanes. L'enquête judiciaire mentionne meurtre, extermination, transfert forcé, torture et viol, pillage.

Si Al-Bashir demeure au pouvoir, il est pourtant affaibli, et en 2011 le Soudan du Sud parvient à son indépendance qu'il revendiquait depuis la décolonisation. Ensuite, dans les nouvelles frontières de son pays, ce dictateur fait face à une révolution populaire qui, en 2019, provoque sa chute. Mais l'espoir d'une véritable transition démocratique s'éteint rapidement en 2021, lorsque le chef de l'armée soudanaise, Abdel Fattah al-Burhan, et son adjoint, le commandant des Forces de soutien rapide (RSF), Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemetti, mènent un coup d'État militaire conjoint.

Cependant en 2023 a lieu le tournant qui conditionne la situation actuelle :de la rivalité croissante entre les deux grands dirigeants, naît une véritable guerre civile. Depuis le 26 octobre 2025, après plusieurs mois de siège, El-Fasher, la capitale du Darfour a été occupée par les RSF. Dès le début du siège, de nombreux habitants accusent les RSF de continuer à mener un génocide, un nettoyage éthnique visant le peuple massalit et toutes les communautés non arabes. Selon les rapports de l'Unicef, le RSF se sert du viol comme arme de guerre, ciblant non seulement les femmes, mais aussi des enfants d'un an de vie[6]. Les soudanais vivent un véritable enfer dans leur terre, où s'ajoutent aux violences sexuelles, aux tortures et aux détentions arbitraires, la famine et la propagation du choléra.

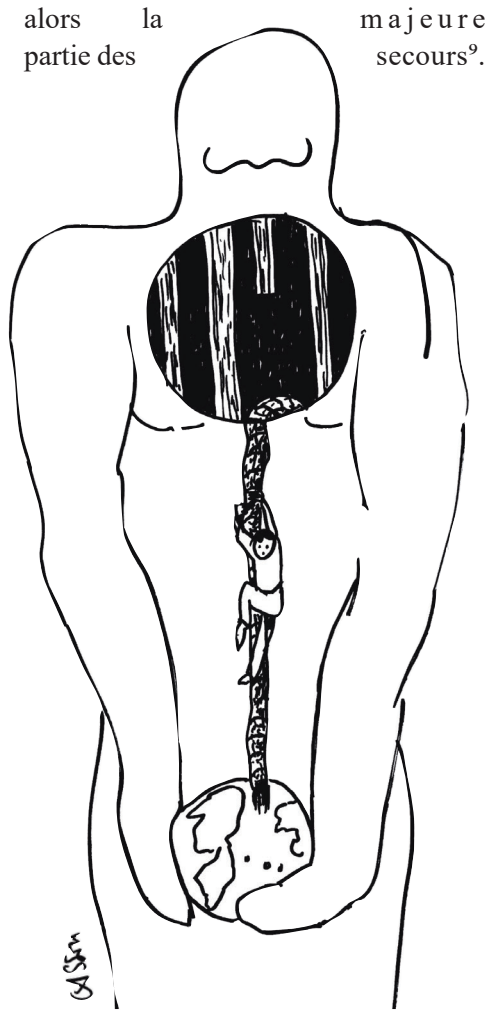
Comment réagit le monde et la presse à ce massacre?

Les tensions géopolitiques et diplomatiques se jouent prioritairement à l'échelle régionale d'autant plus que le Soudan est considéré comme le grenier du monde arabe et comme une terre promise pour les compagnies agro-industrielles du Golfe et des Émirats.

Parmi les principaux alliés des troupes gouvernementales de al-Burhan, il y a l'Iran et l'Egypte, tandis que les RSF bénéficient du soutien, entre autres, de l'Ethiopie, et des Émirats Arabes Unis .Ces derniers sont redevables de l'aide apportée par Hemitti pendant la guerre au Yémen [7], et liés à lui par le commerce de l'or au Darfour. Après la récente prise d'El-Fasher par les Forces de soutien rapide, l'Union européenne et les États-Unis ont condamné la violence du conflit. Cependant, ils se sont accordés sur une position de neutralité diplomatique, excluant tout financement ou fourniture d'armes afin de ne pas alimenter les parties et de favoriser un cessez-le-feu. Une attitude incohérente qui contraste avec le soutien militaire et financier massif apporté à l'Ukraine ou à Israël dans leurs conflits respectifs, et qui laisse entendre que le Soudan ne figure pas parmi les priorités économiques et diplomatiques des États occidentaux. En outre, les liens économiques étroits que l'Union européenne et les États-Unis entretiennent avec les Émirats arabes unis freinent sans doute toute intervention décisive de leur part.

De son côté, la Russie semble profiter du désintérêt global pour accroître sa zone d'influence en mer Rouge, en soutenant les forces d'al-Burhan dans l'espoir d'obtenir une base navale au Soudan. Comme le souligne Patrick Youssef, directeur régional pour l'Afrique au sein du ICRC (comité international de la Croix Rouge), «La Corne de l'Afrique est extrêmement stratégique, que ce soit pour le Moyen-Orient ou pour la Méditerranée et l'Europe[8]». Dans ce contexte, il est essentiel que les États-Unis et l'Union européenne restent engagés diplomatiquement et économiquement afin de préserver la stabilité régionale, face à l'influence croissante de la Chine et de la Russie, dont les ambitions avant tout géopolitiques et économiques ignorent souvent les enjeux humanitaires et démocratiques.

La marge de manœuvre de l'ONU et des ONG reste fortement entravée par le niveau de violence et d'insécurité et l'aide humanitaire dans le pays a également été impactée par les coupes budgétaires effectuées en 2022 par l'administration Trump à l'USAID, l'organisation qui fournissait alors la majeure partie des secours[9].



Aujourd'hui, la plupart des aides passent par l'organisation volontaire soudanaise Emergency Response Rooms, mais elles restent insuffisantes.

Ainsi, comme le souligne l'anthropologue britannique Alex de Waal, le Soudan est comme « un orphelin dans une région en flammes »[10] et ce contexte diplomatique marqué par une indifférence occidentale a un impact direct sur la connaissance médiatique que l'on peut avoir du conflit.

En ce qui concerne la liberté de l'information, Reporters sans frontières souligne en avril 2024 la grande fragilité économique et sociale des journalistes soudanais, souvent contraints à l'exil et soumis à des pressions politiques, y compris dans les pays d'accueil. Ce fut notamment le cas au Caire, où un journaliste de la chaîne *Soudania 24* témoigne anonymement d'avoir été victime d'actes d'intimidations de la part du gouvernement.[11] La presse africaine subit donc la censure et la polarisation médiatique en faveur de l'une ou de l'autre des deux parties. L'accès à l'information demeure un véritable défi non seulement pour la presse soudanaise, mais aussi pour les journalistes internationaux, pour qui la mise en place de programmes de sécurité et la gestion d'infrastructures défaillantes nécessitent des financements très coûteux. Aujourd'hui, la plupart des images que nous possédons sur ce qui se passe proviennent de photos prises par des civils sur place, par les forces des RSF elles-mêmes, ou encore d'images satellites. Depuis le 26 octobre, le Soudan fait soudainement la une des médias. Fallait-il vraiment une telle concentration de violence en une seule journée (400 morts et milliers de déplacés) pour que les médias s'y intéressent de nouveau ?

Face à ce contexte diplomatique compliqué, que peut-on faire ?

En parler, certainement. La plupart des ONG dépendent des soutiens étatiques, de fondations, ou de la générosité des donateurs. Il est donc essentiel de maintenir la voix des journalistes qui, chaque jour, risquent leur vie pour dénoncer le drame qui traverse le pays, afin que l'attention des médias internationaux puissent se tourner vers ce qui se passe au Soudan et que le soutien financier de l'aide humanitaire devienne une priorité. En outre, il faut rappeler à l'Europe sa part de responsabilité. Des articles datant de 2016[12] dans le journal *Africa Express*, dirigé par le journaliste italien Massimo Alberizzi, dénoncent des financements que l'Italie, sous l'accord de l'UE, aurait livré aux milices Janjawid pendant le gouvernement de Omar al-Bashir, en échange de mesures répressives contre les migrants. En effet, en 2014, l'Union européenne lance le Processus de Khartoum, un partenariat avec les pays de la Corne de l'Afrique, dont le Soudan, visant à réduire l'immigration illégale et la traite d'êtres humains. Cette initiative apparaît paradoxale, dans la mesure où ce sont souvent les politiques mêmes du gouvernement soudanais qui provoquent le déplacement de milliers de personnes. Les financements de l'UE au régime d'al-Bashir auraient donc contribué à financer la brutalité de cette armée sans scrupules.

Plus récemment, en octobre 2025, un jury populaire à New York a reconnu la banque française BNP Paribas complice d'exactions au Soudan, pour avoir organisé des transactions financières dont les recettes ont alimenté l'armée et les milices du régime d'al-Bashir. Ce procès s'est fait suite aux dénonciations de trois réfugiés soudanaises aux États-Unis , torturés par les forces Janjawid, et qui avaient été choisis par le juge parmi un dossier regroupant des milliers de plaintes. « Ce verdict n'est que le début pour BNP Paribas. C'est un présage de poursuites similaires pour défendre les droits de victimes qui sont maltraitées par des terroristes ou par des gouvernements voyous », a déclaré Michael Hausfeld, l'un des avocats des plaignants, après le verdict.[14]

Ainsi, le conflit au Soudan illustre à quel point l'attention internationale n'est pas seulement guidée par la gravité des crises, mais par des logiques géopolitiques, économiques et médiatiques. Les guerres qui ne touchent pas directement les intérêts stratégiques des grandes puissances sont reléguées au second plan. Pourtant, le rôle du journalisme et de la société civile reste essentiel pour empêcher que des millions de personnes subissent, en plus des violences quotidiennes, la violence du silence.

NB: Cet article couvre la situation au Soudan jusqu'au 15 novembre 2025.

(1) Rapid Support Forces, forces paramilitaires soudanaises.
(2) Organisation des Nations Unies. (2025, 31 octobre). *Exécutions sommaires, massacres et viols au Soudan : l'ONU s'alarme sur les atrocités commises à El Fasher.* ONU Info.
(3) Centre régional d'information des Nations Unies (UNRIC). (2025, 6 novembre). *L'ONU et la crise au Soudan.* Appel fait par la Conseillère spéciale des Nations Unies pour la prévention du génocide, Alice Wairimu Nderitu
(4) Organisation des Nations unies – World Food Programme. (2024, 6 mars). *Sudan's war risks creating the world's largest hunger crisis, warns WFP chief.*
(5) "Régime d'un territoire soumis à la souveraineté de deux ou de plusieurs États qui exercent en commun les compétences étatiques normalement dévolues à un seul." Définition Encyclopédie Universalis
(6) Centre régional d'information des Nations Unies (UNRIC). *L'ONU et la crise au Soudan.*
(7) En 2015 Hemetti soutient la coalition arabe menée par l'Arabie saoudite (avec le soutien des Émirats arabes unis), qui intervient militairement lors de la guerre civile au Yémen.
(8) RTS. Radio Télévision Suisse (8 novembre 2024). *Patrick Youssef : « Le désespoir et la violence ont malheureusement pris le dessus au Soudan ».*
(9) Agence des États-Unis pour le développement international? fondé en 1961
(10) de Waal, A. (2025, 17 giugno). *Sudan in danger of self-destructing as conflict and famine reign.*
(11) Reporters sans frontières (RSF). *Soudan : les médias en exil, fragiles canaux d'information sur une guerre oubliée.* 14 avril 2025.
(12) Alberizzi, Massimo . *I finanziamenti italiani e UE agli stupratori sudanesi : 25 eurodeputati scrivono a Roma.* Africa ExPress : notizie dal continente dimenticato, 28 octobre 2016.
(13) Le Monde avec AFP. (2025, 18 octobre). *BNP Paribas reconnue complice d'exactions au Soudan par un jury à New York.*
(14) TV5Monde Afrique. (2025, février 6). *20 millions de dollars : c'est ce que doit payer la BNP Paribas pour complicité dans les exactions au Soudan.*

LA NAISSANCE DE VÉNUS

Côme BAUDIÈRES

New York, 1992.

William P. Johnson venait d'avoir dix-huit ans. Chez les P. Johnson, tout avait toujours été affaire d'apparence. Leur nom, dans certains cercles, se murmurait comme une contre signature de la haute société New Yorkaise. Les photographies familiales, alignées dans le salon aux murs ivoire, respiraient la perfection polie d'un Rockwell : les sourires étaient là, mais la tendresse manquait derrière le vernis. Un père banquier à la raideur exemplaire, une mère connue pour ses dîners impeccables et son influence dans les cercles de bienfaisances catholiques et, un fils unique à la posture convenable.

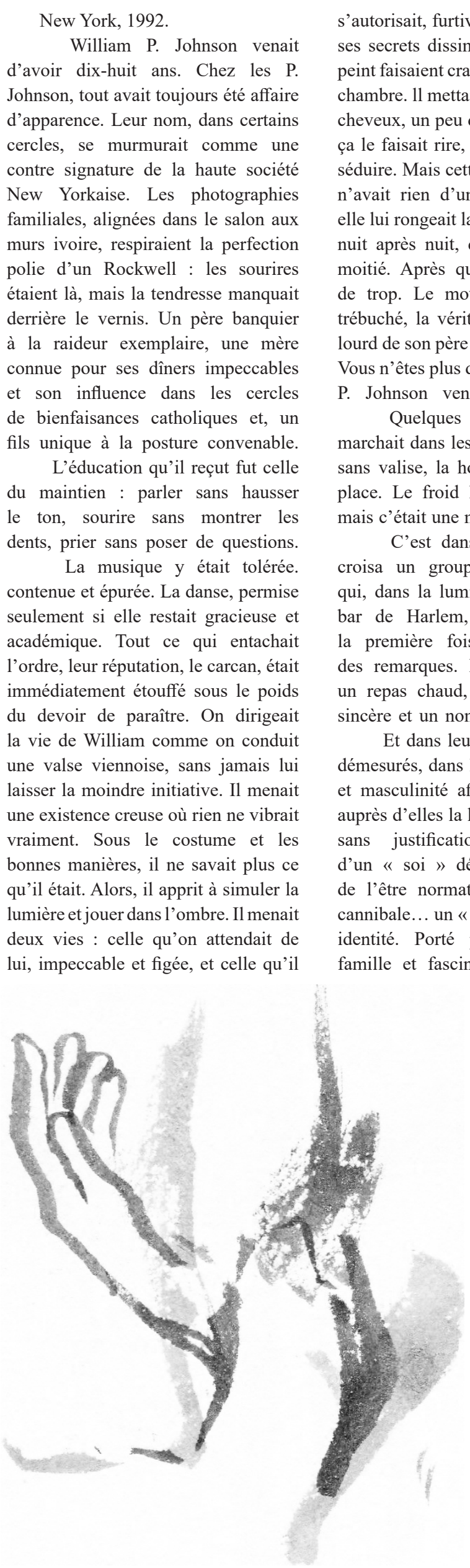
L'éducation qu'il reçut fut celle du maintien : parler sans hausser le ton, sourire sans montrer les dents, prier sans poser de questions.

La musique y était tolérée. contenue et épurée. La danse, permise seulement si elle restait gracieuse et académique. Tout ce qui entachait l'ordre, leur réputation, le carcan, était immédiatement étouffé sous le poids du devoir de paraître. On dirigeait la vie de William comme on conduit une valse viennoise, sans jamais lui laisser la moindre initiative. Il menait une existence creuse où rien ne vibrait vraiment. Sous le costume et les bonnes manières, il ne savait plus ce qu'il était. Alors, il apprit à simuler la lumière et jouer dans l'ombre. Il menait deux vies : celle qu'on attendait de lui, impeccable et figée, et celle qu'il s'autorisait, furtive et fragile. La nuit, ses secrets dissimulés sous le papier peint faisaient craqueler les murs de sa chambre. Il mettait de l'ordre dans ses cheveux, un peu de noir sur ses yeux, ça le faisait rire, il arrivait enfin à se séduire. Mais cette liberté clandestine n'avait rien d'un souffle nouveau : elle lui rongeait la chair, lui rappelant, nuit après nuit, qu'il ne vivait qu'à moitié. Après quoi il y eut le soir de trop. Le mot qui avait comme trébuché, la vérité dite, et le silence lourd de son père avant la sentence : « Vous n'êtes plus des nôtres. » William P. Johnson venait d'être exécuté.

Quelques heures plus tard, il marchait dans les rues de Manhattan, sans valise, la honte prenait trop de place. Le froid lui piquait la peau, mais c'était une morsure authentique.

C'est dans son errance qu'il croisa un groupe de drag queens qui, dans la lumière artificielle d'un bar de Harlem, lui offrirent pour la première fois autre chose que des remarques. Elles lui donnèrent un repas chaud, un lit, une écoute sincère et un nom de scène : Vénus.

Et dans leurs rires, leurs gestes démesurés, dans leur féminité affutée et masculinité affirmée, il découvrit auprès d'elles la liberté de se montrer sans justification, la possibilité d'un « soi » débarrassé du devoir de l'être normatif, du catholicisme cannibale… un « soi » soustrait d'une identité. Porté par cette nouvelle famille et fasciné par leur monde, elles l'invitèrent au 20e anniversaire du légendaire First Annual House of LaBeija Ball, à quelques pas, toujours dans Harlem. Submergé par l'intensité des performances et les encouragements des spectateurs, William sentit l'instant le dépasser. La salle se refermait, la foule compressait l'air, le temps se diluait dans sa densité, et pourtant, au milieu de cette étroitesse, un horizon grandiose se dressait devant lui: plus la réalité se contractait, plus l'éventualité s'étendait, tendus entre peur et exaltation face à l'inconnu, comme une vie après la mort.



Dajung Moon

Dajung Moon

C'étaient les dernières minutes de la présélection. Les halos de lumières rouge, jaune et orange brulaient les yeux de William. Tout semblait trop vif pour être réel : les corps sculptés par la lumière, affamés de succès et de reconnaissance, l'odeur, celle du tabac encore chaud mêlé à la sueur de la compétition, les cris du présentateur propulsés par ceux de la foule, dévorée d'admiration. Enfin, la musique : le sol lui-même battait au rythme des danseurs, et William, suspendu par l'hostilité affranchissante de la salle, s'y voyait déjà.

« Category is Butch Queen Vogue Fem »

Soutenu par les voix de la House Mother et de ses trois filles Nona Atgonnalie, Decima Jestuous et Morta Belle, William se laissa porter et entra dans le couloir de danse.

Le DJ posa le nouveau disque sur la platine et d'une synchronicité troublante, on entendit : « Vogue » de Madonna.

Le bourdonnement de l'enceinte et de la salle s'éteignait calmement au fur et à mesure que la brise artificielle du synthé s'installait dans la ballroom. William inhala le parfum de la musique, Venus l'expira. Rapidement, les « clacs » arrivèrent et comme possédé par la montée lente des premières notes, ses hanches claquaient et ses mains par des coups secs au rythme des percussions cherchaient à dire « regardez-moi ! ».

À peine le beat avait-il démarré, William était poussé par celui-ci à faire son catwalk. Il naviguait dans la foule, le rythme s'enroulait autour de ses hanches. « Strike a pose » ordonnait Madonna, et l'ordre le traversait comme une décharge. Peu à peu, il se sentait dévoré par la musique, dévoré par Vénus. Il imitait la duckwalk des précédents candidats, mais cette marche n'était plus la leur : elle devenait sa course, sa quête d'appartenance, de liberté accomplie. À mesure que la voix de Madonna s'élevait, chaque syllabe le frissonnait, le menait vers un équilibre naturel et délicat. Le corps roc se fluidifiait, les épaules se redessinaient dans la transe, laissant transparaître les courbes harmonieuses de Vénus. Quand Madonna citait Monroe ou Dimaggio, William tournait, se pliait, mimant les poses figées sur le papier plastifié des magazines, oscillant entre ce qui lui appartenait et ce qui le dépassait. Dans ce tumulte, il sentit les limites de son identité se dissoudre : l'élan féminin et l'obstination masculine fusionnaient, nés de l'abdication de la bienséance par la danse.

La lumière s'estompait, la tension retombait lentement, seul brillaient les restes de la renaissance sauvage du vogueur, tremblant. Et l'air, désormais calme, semblait vibrer encore des traces de la musique. Il était là, le sang vif, le corps frêle, la peau rosée comme l'aube.

Des cendres de malboro, des cris d'aluminium et de la sueur pleine de silicium, quelque chose de nouveau venait de prendre forme. Dans le regard des gens qui l'entouraient, il ne voyait pas de la jalousie ou une admiration particulière. Il arrivait à lire un regard de compassion, des yeux sereins qui lui caressaient l'oreille d'un « Tu as trouvé ta place ».

Guillaume Delaunay

LES CABANES

Irina ROUBIEU-MARKOVIĆ

Sur le chemin berçant l'étang où les flamands roses se trempent, au fil de ma course jaillissent brusquement, des papillons blancs – par dizaine – des herbes que j'effleure de ma main en mouvement !

La course enfantine s'arrête sur le rivage lorsqu'en vigie je m'autorise cette pensée : Désintégrer, rebaptiser ! L'enfant des cabanes chasse les rosages... Les fleurs de mai s'échappent sous ses pas... Des pétales tombent au fond de l'eau... Heureux ceux qui pleurent !

On peut tout faire ; défaire les fils – prison que l'on file en personne - nous rattachant à ce qui fut une fois ; tout meurt demain ; et nous, nous portons ces morts tout à l'intérieur ! Pourtant presque-nue, les pieds ancrés en terre, le corps comme l'âme est libre absolument : mien quand je le tords, le fait danser, mien toujours quand je m'amuse à le laisser au gré du vent ! Douche de vent !

Présent purifié quand s'annonce l'éternel printemps, tout doré sur l'étang ; et demain, l'infini à gravir, pour l'amoureuse du vent !

RONDE

Arthur LOCATELLI

Ronde

Immobile depuis des heures, tu retraces, dans un sillon, la musique des sphères. Mais il te semble déjà connaître cet air. Non, c'en est assez.

Tu choisis donc de prendre, d'une certaine façon, des résolutions, ou, du moins, des distances. Tu regardes par la fenêtre. Il suffit d'y réfléchir.

au bord du gouffre
rebroussons chemin

Tu as lu, quelque part, des conseils sur différentes façons d'échapper à l'immortalité. Leur accent t'avait bien intrigué, au commencement. Leur instrument était d'or.

torse haut
tenu d'un souffle

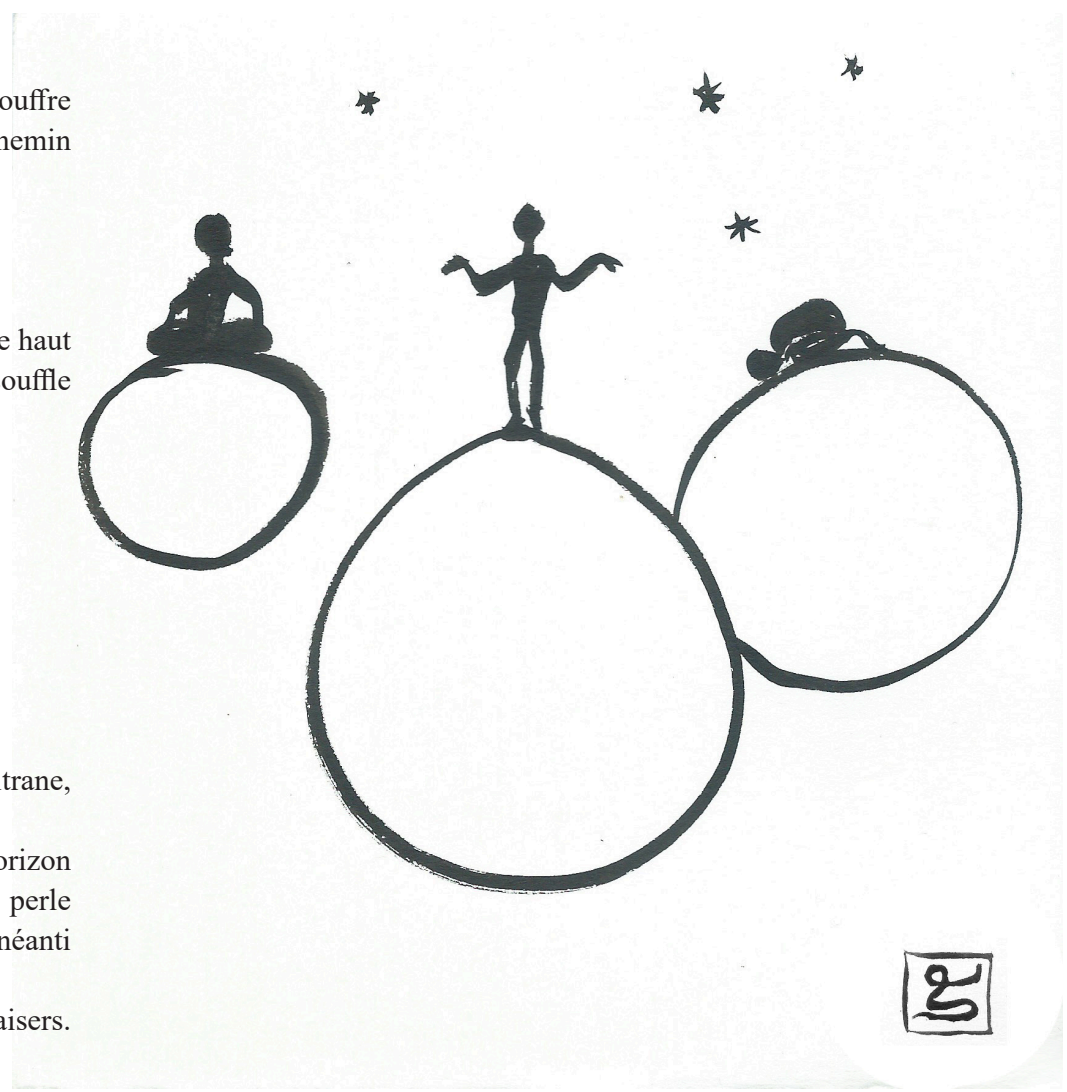
Une vie, aux confins de la ronde, déroule sa fureur. Des sonorités te reviennent peu à peu. Mais que valent-elles, réfléchies dans un orbite ?

Le vertige, saisissant, accroit son désir oblique. Tu cherches la Terre sous tes pieds, espérant qu'elle puisse te soutenir encore, ne serait-ce qu'un peu. Un temps.

Emporté par le train bleu de Coltrane,

l'horizon
perle
anéanti

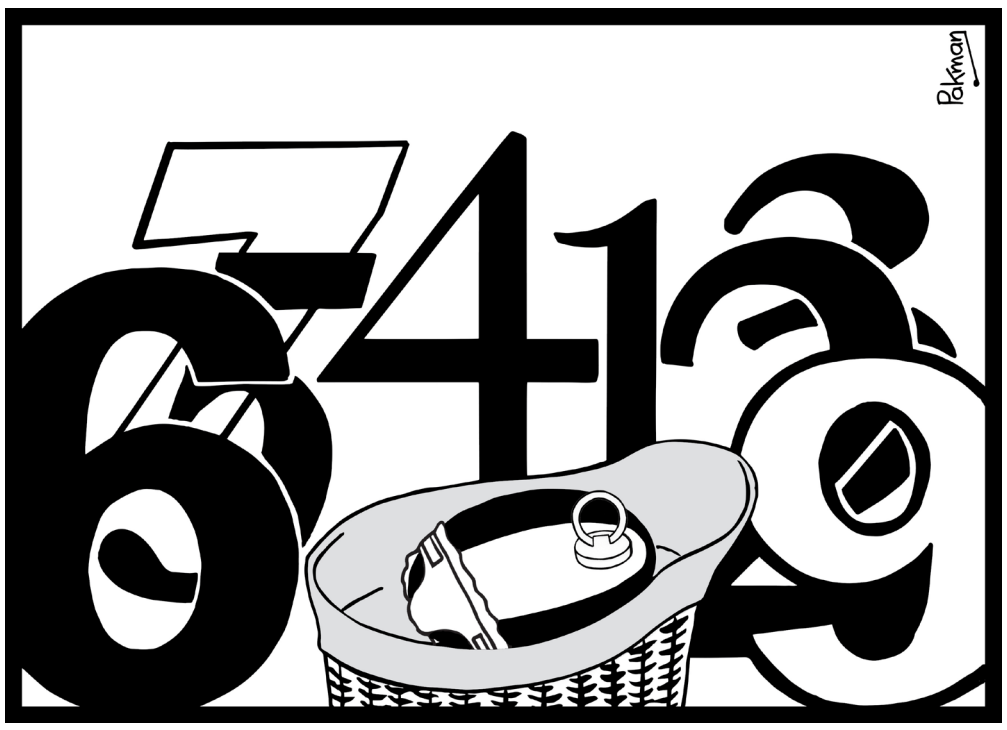
prodigue de baisers.



DE LA CHAMBRE D'ENFANT À L'AMPHITHÉÂTRE

Jade DENIS

L'entrée dans la vie étudiante est souvent présentée comme un départ à zéro. Pour certains, elle rime avec indépendance et autonomie ; pour d'autres, elle s'impose comme une contrainte. Ce passage vers l'enseignement supérieur, loin d'être un même point de départ pour tous, révèle en réalité de fortes inégalités entre les étudiants.



Parvenus à cette étape, les nouveaux étudiants sont confrontés à la question du projet d'avenir. Toutefois, ce questionnement résonne différemment selon l'origine sociale, le capital culturel ou encore les ressources économiques de chaque jeune. Tous n'arrivent pas dans le supérieur avec les mêmes armes, comment comprendre alors la réalité sociale des étudiants en France aujourd'hui ? Disposent-ils tous des mêmes ressources pour relever les écarts structurels auxquels ils font face ?

La vie étudiante est un rite de passage qui implique un relâchement des encadrements familiaux et une exposition plus accrue aux inégalités de ressources. Dès lors, permet-elle réellement de s'émanciper ? La vie étudiante peut alors apparaître comme un terrain vierge, où tout reste à inventer, parfois aussi comme un moment de puissance, offrant de multiples opportunités. Mais pourquoi ce départ à zéro n'a-t-il rien d'un point de départ commun?

Quitter le nid familial : entre contrainte et émancipation

Pour de nombreux étudiants, l'enseignement supérieur implique de changer de ville, voire de pays. Ce phénomène d'exode est tout particulièrement lié à la concentration de la diversité des formations dans les grandes villes. La macrocéphalie parisienne[1] pousse l'hexagone à se diriger vers la capitale, Paris concentrant 15 % de l'offre de formation nationale alors que seulement 11 % des néo bacheliers y habitent[2]. Cela souligne la non-répartition des ressources culturelles et la différence entre Paris et les autres villes en France en termes d'accès à l'éducation.

En 2022, 58 % des nouveaux bacheliers quittent le domicile familial pour les études supérieures. Cela se traduit notamment par le fait que 48 % des places proposées sur Parcoursup se retrouvent dans « les grandes agglomérations à forte concentration de fonctions métropolitaines »[3]. Les étudiants de première année qui se déplacent le plus sont ceux qui rejoignent des grandes écoles de commerce par exemple ou une classe préparatoire : la majorité de ces écoles sont situées à Paris, Lyon ou Lille. Cette répartition territoriale pose un enjeu d'égalité d'accès aux études longues : quitter le foyer familial représente une contrainte financière majeure que toutes les familles ne peuvent pas assumer. A la contrainte du déplacement s'ajoutent les charges propres aux études: frais d'inscription, matériel, et parfois même des formations payantes. Dès lors, les étudiants issus de zones rurales et modestes débutent leur études dans des conditions plus précaires.

Face à ces contraintes économiques s'ajoute un autre facteur d'inégalité, tout aussi déterminant: le capital culturel introduit par Pierre Bourdieu[4]. Cette notion se traduit par une grande dépendance de la réussite scolaire à un héritage transmis par la famille (connaissances, familiarité avec les codes scolaires, soutien parental, attentes éducatives). Les étudiants issus de milieux populaires ou ruraux cumulent à l'éloignement géographique coûteux, un moindre capital culturel. Ces vecteurs de reproduction sociale[5] conditionnent l'accès à l'enseignement supérieur et ses apports, censés être universels, restent ainsi profondément inégalitaires. Pour *repartir à zéro*, encore faut-il pouvoir se le permettre.

Entre l'âge enfant et l'âge adulte

Quitter le cadre familial et changer de ville ou de pays placent les étudiants dans une phase de rupture brutale. Tout en découvrant l'université, ils sont contraints de faire face à un nouvel environnement et à une charge de responsabilités importante. Ainsi, cette transition s'accompagne souvent d'un sentiment de solitude. Selon un rapport de *L'Étudiant*, 40 % des 18-24 ans ressentent une forte solitude durant le premier semestre en études supérieures. La densité des promotions et le manque d'encadrement rendent difficile la création de liens et la prise de repères. Cet isolement favorise le renfermement sur soi, ce qui génère, dans de nombreux cas, des problèmes de santé mentale chez les jeunes. D'après le psychiatre Édouard Zarifian[6] : « La maladie mentale n'est pas une maladie comme les autres. Elle éloigne du groupe social, ce qui est sa gravité majeure ». Ainsi, l'isolement fonctionne comme un cercle vicieux: il est à la fois à la l'origine de troubles psychiques mais en est aussi une conséquence, en retour il rend l'intégration plus complexe. L'IESEG (école de management) rapporte que seulement moins d'un étudiant sur deux (45 %) s'estime « en bonne santé mentale ». Les symptômes comme le stress et les angoisses affectent à la fois l'état de santé et les résultats académiques[7].

Selon les ressources familiales, un grand nombre d'étudiants sont nécessairement indépendants de leurs parents, ceux-ci portent alors des responsabilités et une charge mentale supplémentaire. Effectivement, de nombreux étudiants doivent en plus de leur formation trouver un travail. Selon des données de l'ORIVE[8], en 2022, 13 % des étudiants ont un emploi régulier pour subvenir à leurs besoins. Cette double charge entraîne une forte inégalité qui creuse les écarts de réussites académiques.

Derrière les chiffres, une réalité persistante : celle d'une réussite scolaire encore largement conditionnée par des facteurs socio-économiques. Les étudiants précaires doivent ainsi s'investir davantage pour assurer leur parcours. Les données de *L'Étudiant* montrent que les étudiants vivant seuls et conciliant études et emploi présentent un risque plus élevé d'échec et de troubles psychologiques que ceux résidant chez leurs parents. Malgré leur travail, nombreux sont les étudiants qui ne parviennent pas à accéder à un logement convenable. Selon *L'Étudiant*, 87 000 étudiants ont entamé leur année universitaire sans logement et plus d'un étudiant sur deux, est mal logé. Selon l'enquête de l'Union Etudiante, 18% des étudiants interrogés considèrent que leur logement a un impact négatif ou très négatif sur leurs études. Ces données illustrent la persistance de la reproduction sociale.

Des espaces collectifs pour réduire les écarts ?

Pourtant, certains dispositifs tentent de rééquilibrer ces inégalités. Les universités et écoles développent de plus en plus d'espaces, d'associations et d'activités sportives pour favoriser la cohésion sociale et le bien-être étudiant. Ces initiatives, souvent gratuites, permettent aux jeunes de s'épanouir personnellement et de s'investir dans des projets collectifs, comme participer aux médias d'une université, dans un syndicat étudiant, dans une équipe de sport, etc. S'impliquer en groupe, donner de son temps et de son énergie, contribuent ainsi à favoriser l'épanouissement personnel. Comme le dit le philosophe John Dewey[9], « L'éducation n'est pas une préparation à la vie ; l'éducation est la vie elle-même ». L'individu se construit à travers l'expérience et l'action quotidienne. L'enseignement supérieur reste un passage de construction identitaire. Il permet aux étudiants de se spécialiser, d'affiner leurs aspirations professionnelles et de mieux cerner ce qu'ils souhaitent devenir. Ainsi, faire que la vie étudiante soit marquée par la richesse du collectif et des rencontres, aide à rompre l'isolement souvent ressenti lors des premiers mois d'études. Selon l'Eucléa Business School[10], une vie sociale étudiante active peut avoir un impact positif sur la santé mentale. Elle aide à combattre l'isolement, le stress et la dépression, problèmes assez fréquents chez les étudiants. Selon cette même école, la vie étudiante entraîne une réduction du stress de 30%.

Cependant, ces dispositifs, qui nécessitent un financement régulier, ne constituent qu'une réponse partielle. En effet, le manque de places et d'infrastructures pénalise une partie des étudiants, qui ne peuvent pas profiter des bénéfices sociaux que ces organisations pourraient leur apporter. Il faudrait donc élargir les horaires d'accès à ces structures et en augmenter le nombre. De plus, lorsque des critères de sélection doivent être appliqués, les étudiants retenus sont souvent ceux disposant d'un capital culturel important et, bien souvent, les plus aisés. Ce sont en effet ceux qui peuvent se permettre de consacrer du temps à un engagement extrascolaire, en plus de leurs études et éventuellement de leur emploi. Enfin, ces activités extrascolaires ne sont pas offertes de manière homogène : leur disponibilité varie selon la faculté ou l'école fréquentée par les étudiants. Ainsi, malgré les solutions existantes, les inégalités sociales persistent.

La première rentrée à l'Université apparaît dès lors comme un moment charnière de construction, entre continuité ou rupture assumée. Mais l'entrée dans la vie adulte demeure profondément inégalitaire : certains avancent avec un capital social, culturel et financier solide ; d'autres, avec la seule volonté de réussir. Chaque étape impose son lot de défis et d'opportunités. Repartir de zéro, c'est aussi se redéfinir, se réinventer. Car le zéro, loin de symboliser le vide, est le point de départ de tous les possibles.

(1) Concentration de toutes les formations et de la vie culturelle à Paris.
(2) « « Je n'ai pas vraiment eu le choix » : pourquoi 58 % des étudiants sont obligés de quitter leur ville pour leurs études ? », Le Parisien Étudiant.
(3) MERS, « En 2022, 58 % des nouveaux bacheliers quittent leur zone d'emploi en entrant dans l'enseignement supérieur », *Note d'information du SIES*, n°25-01, 2025.
(4) Pierre Bourdieu, *Les Héritiers*, 1964
(5) Le processus par lequel les positions sociales (les capitaux) et les dispositions déjà détenus par les groupes dominants sont transmis de manière intergénérationnelle, conduisant au maintien des hiérarchies sociales.
(6) *Les jardiniers de la folie*, Edouard Zarifian, 1988.
(7) Alain, Ehrenberg, « Santé mentale, bien-être et relations sociales: éclairage sociologique », *United Persons for Humanness*, 2025.
(8) L'Observatoire des Résultats, de l'Insertion professionnelle et de la Vie Étudiante, Enquête « Premières Semaines à l'Université », 2025
(9) John Dewey, philosophe de l'éducation, dans *Democracy and Education* de 1916.
(10) La vie sociale étudiante : un élément clé de l'épanouissement académique et personnel

VIOLENCES SEXUELLES ET DISCRIMINATIONS SEXISTES À L'UNIVERSITÉ : TOLÉRANCE ZÉRO

Julia MUGNIER

Malgré l'élan qu'a suscité #MeToo et la multiplication des dispositifs de lutte contre les violences sexuelles, les universités françaises peinent à protéger leurs étudiantes. Entre impunité, sexisme ordinaire et manque de moyens, les inégalités persistent jusque dans les salles de cours, révélant un système encore profondément patriarcal.

Depuis *#MeToo* en 2017, la France est confrontée à une montée des discours anti-sexistes, condamnant les violences sexuelles et les discriminations. Malgré cette tendance libératrice, les droits des femmes restent fragiles et la montée des idéologies extrêmes menacent leurs libertés, même en Europe. L'université n'échappe donc pas à la règle : les violences sexistes restent fréquentes et peu sanctionnées.

Les violences sexuelles et les discriminations sexistes subies par les étudiantes

Face à ce constat, il semble alors nécessaire d'examiner la façon dont ces violences et ces discriminations se rejouent concrètement à l'université. Une violence sexuelle est décrite par l'ONU comme étant « toute atteinte sexuelle commise sans le consentement d'une personne et tout agissement discriminatoire fondé sur la tradition patriarcale [...]. Il peut s'agir d'agissement ou d'outrage sexiste, de harcèlement sexuel, d'agression sexuelle ou de viol. [...] »[1]. De ce fait, il est important de retenir que les violences verbales et symboliques s'inscrivent également dans la définition des violences sexuelles et participent au maintien d'un climat hostile à l'émancipation des femmes.

Ces violences prennent, entre étudiants, des formes très variées : elles peuvent aller de l'attouchement ou de la « simple » remarque, au viol collectif et organisé. Ces atteintes physiques sont appuyées par un climat propice aux agressions sexuelles, renforçant ainsi les rapports de domination entre étudiants et étudiantes. Linda Briskin, professeure émérite en études sur le genre, montre que la domination masculine se manifeste aussi dans les interactions quotidiennes au sein des salles de classe universitaires. Les garçons tendent à monopoliser la parole et à capter davantage l'attention des enseignant·es, tandis que les étudiantes, souvent socialisées à la retenue, s'effacent davantage par crainte d'être jugées ou de voir leur parole dévalorisée. Ce déséquilibre dans la prise de parole, analysé par Briskin comme une forme de pouvoir symbolique, prolonge dans la sphère académique les rapports de domination. La violence n'est pas seulement physique ou explicite : elle se traduit aussi par des mécanismes plus subtils d'invisibilisation et de silence imposé. Les biais genrés sont aussi très présents chez les enseignants : la prise de parole d'un homme est davantage valorisée, même si elle s'accompagne d'erreurs. Cette valorisation du discours masculin a pour effet d'impacter la construction de la confiance en soi des étudiantes : elles sont moins assurées que les étudiants et dévalorisent davantage leurs compétences académiques. Ainsi, l'ensemble de ces rapports de domination participent à la reproduction des inégalités, tant dans les notations que dans les interactions entre étudiantes et enseignants.[2]

Nous observons ici la reproduction de ce qu'il se passe dès l'école maternelle, comme l'a montré la sociologue Marie Duru-Bellat[3]: les instituteurs sont moins permissifs avec les filles et exigent davantage d'elles. La socialisation différenciée apprend aux garçons à adopter des comportements compétitifs et agressifs valorisés comme signes de virilité, tandis que les filles sont encouragées à la retenue et à l'obéissance. Ainsi, cette asymétrie éducative favorise l'impunité masculine : les comportements déplacés des garçons sont minimisés et perçus comme « normaux », rendant les violences sexuelles davantage tolérées, car vues comme le produit d'une « nature » masculine.

Cet effacement général des étudiantes observé par Briskin est renforcé par des actions plus explicites, telles que des regards intrusifs, des remarques déplacées, voire des agressions directes et des viols. De nombreuses étudiantes relatent des faits d'agressions dans des soirées d'intégration ou au cours de bizutages, notamment dans les formations les plus élitistes, où l'enjeu pour la carrière professionnelle de l'étudiante est particulièrement élevé. Il apparaît alors nécessaire d'adopter les codes du groupe : 23% des étudiantes à Polytechnique affirment avoir déjà vécu au moins une agression sexuelle sur le campus, selon une enquête interne à l'école[4]. Il ressort également que les violences sexuelles sont beaucoup plus courantes dans les formations médicales : 55% des étudiantes en pharmacie ont fait l'objet de remarques sexistes ou d'actes déplacés et 27% d'entre elles ont subi une agression sexuelle par un étudiant ou par un professeur[5].

Cela nous amène également à penser les rapports de domination entre enseignants et étudiantes comme un problème structurel. La domination masculine universitaire revêt une dimension historique : les hommes ont longtemps eu le monopole de l'enseignement et de la recherche, légitimant ainsi des rapports de force sur les femmes. Ces dernières étant auparavant moins nombreuses à poursuivre leurs études, elles se sont retrouvées en minorité dans des espaces qui ne leur étaient pas ouverts à l'origine. Même si aujourd'hui, les femmes représentent 56% des effectifs de l'enseignement supérieur, elles restent confinées dans certains cursus[6]. Ainsi, leur absence des formations sélectives contribue à renforcer leur marginalisation, tandis que, dans celles où elles sont plus nombreuses, la persistance d'une culture universitaire historiquement sexiste les rend encore particulièrement vulnérables aux violences sexuelles.

Violences et discriminations entre professionnels de l'enseignement

Si les étudiantes sont confrontées à des violences structurelles au cours de leur cursus, ces inégalités

se prolongent aussi au sein du corps enseignant, où les rapports de pouvoir prennent d'autres formes. En effet, la part de personnel féminin haut placé dans la hiérarchie universitaire est nettement inférieure à celle du personnel haut placé masculin : même si 43% des maître.sse.s de conférence sont des femmes, elles ne représentent plus que 24% des professeur.e.s des universités. Il s'agit d'un poste relevant d'un rang universitaire supérieur à celui de maître.sse de conférences dans la structure académique, ce dernier étant aussi généralement plus précaire, moins reconnu et disposant d'un moindre accès aux responsabilités administratives et décisionnelles[7]. Cette différence s'explique notamment par le parcours maternel des chercheuses, qui impacte leur carrière professionnelle, ce que l'on appelle "le plafond de verre"[8]. Cette inégalité s'inscrit dans un ensemble de mécanismes structurels liés à la division sexuée du travail et aux normes sociales qui continuent d'associer la réussite professionnelle à la disponibilité et à l'investissement total dans la carrière. Ainsi, la faible représentation des femmes au sein des organes décisionnels universitaires renforcent leur marginalisation.

Mais elles sont aussi vulnérables aux violences sexuelles. Cela se traduit par des « plaisanteries » sexistes et grivoises ou une communication agressive et compétitive envers les chercheuses. Certaines se retrouvent alors contraintes d'adopter les codes virils du milieu (ton affirmé, distance émotionnelle et esprit de compétition) afin de garantir leur légitimité scientifique. Cette adaptation, loin de résoudre le problème, maintient les normes masculines comme référence dominante au sein du monde académique. À noter que les agressions sexuelles entre membres du personnel pédagogique existent aussi : Barbara Stiegler, maîtresse de conférence en philosophie, porte plainte pour « viols, agressions sexuelles et harcèlement sexuel » contre son collègue et ancien vice-président de l'Université Bordeaux-Montaigne[9]. Ce cas illustre ainsi la persistance d'un climat d'impunité à l'université, où le prestige académique et les relations de pouvoir protègent les agresseurs et décrédibilise la parole des victimes.

Dajung Moon

Invisibilisation, normalisation des violences et politiques pour les réduire

Mais l'ensemble de ces dynamiques de domination participent à un phénomène plus large encore : la plupart des violences subies par les étudiantes et les enseignantes restent invisibles ou sont minimisées par l'institution. Elles sont également normalisées par les victimes. De plus, quand elles osent dénoncer leurs agresseurs et ce, à juste titre, les sanctions peinent à être rendues et appliquées.

Un cas qui a suscité de vives protestations ces dernières années est la réintégration de Michaël Langlois, enseignant à l'Université de Strasbourg[10]. Alors suspendu depuis août 2023 car accusé de harcèlement sexuel et de viol par des étudiantes, il a pu reprendre son poste en raison d'un vice de procédure. Des militantes se sont mobilisées en conséquence, dénonçant un « climat d'insécurité » qui leur est insupportable. Comment se rendre à l'université quand un de nos professeurs est accusé d'agression sexuelle ? La faculté a apporté une réponse à cette question : la possibilité de suivre le cours en distanciel. Une sanction inappropriée, presque parodique, qui n'entend pas répondre aux inquiétudes des étudiantes.

Face à cette réalité inquiétante, les universités ont tenté de réagir en mettant en place divers dispositifs de prévention. Mais même si elles se veulent comme un premier pas dans la lutte contre les violences sexuelles, il convient d'interroger leur réelle efficacité et leurs limites. La mise en place des référents "égalité, diversité et inclusion" en charge de combattre tout type de discrimination à l'université est déjà un premier pas positif. Ils semblent disponibles, à l'écoute des préoccupations étudiantes et réellement formés sur la question des violences sexuelles et des discriminations. Pourtant, ils mériteraient d'être présents en plus grand nombre sur les campus. Ils ne sont que deux à l'Université de Lille et à celle de Strasbourg pour l'entièreté des filières ! Des formations contre les violences sexistes et sexuelles sont aussi directement intégrées au sein des programmes. Néanmoins, comme le souligne l'Observatoire étudiant des violence sexistes et sexuelles, les agressions à l'université ne diminuent pas, montrant alors les limites de ces politiques[11]. Les victimes réclament plutôt davantage de prévention ciblée et la mise en place d'un véritable soutien psychologique disponible rapidement et en nombre suffisant directement au sein des Services de Santé des Étudiants : des mesures difficiles à mettre en œuvre alors que les universités font face à de nombreuses coupes budgétaires.

Malgré les politiques mises en place dans les universités, les agressions persistent. Les difficultés structurelles de l'enseignement supérieur compliquent la mise en œuvre de mesures réellement efficaces pour protéger les femmes. Il faudrait intervenir plus tôt : les inégalités et les comportements différenciés entre filles et garçons se construisent dès l'école. C'est là qu'une véritable éducation à l'égalité et au respect doit commencer.

Ainsi, nos universités doivent être des lieux où tous peuvent s'épanouir intellectuellement et il est inacceptable qu'elles puissent renforcer un système oppresseur. « Tolérance Zéro » ne doit pas être un slogan, mais une pratique concrète : nous devons toutes et tous lutter activement contre les violences, quelles que soient les formes qu'elles prennent.

(1) ONU Femmes France. (s.d.). *Les violences sexuelles.* ONU Femmes France. Consulté le 10 novembre 2025.
(2) Linda Briskin, « Théoriser et négocier le pouvoir et le silence dans les salles de classe universitaire », Recherches Féministes, Vol. 32, n°1, 2019, p. 154.
(3) *L'École des filles : Quelle formation pour quels rôles sociaux ?*, Marie Duru-Bellat, 2000.
(4) « Violences sexuelles : une enquête interne recense 17 cas de viol à AgroParisTech », *Le Monde*, 21 juin 2022.
(5) « Polytechnique : 23% des étudiantes disent avoir déjà subi une agression sexuelle sur le campus », *France Inter*, 12 avril 2022.
(6) Note d'information du SIES, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, « Les effectifs étudiants dans le supérieur en 2023-2024 ».
(7) « Analyse quantitative de la parité entre les femmes et les hommes parmi les enseignants-chercheurs universitaires », *Document de travail de la DGRH*, N° 17-02, 1 septembre 2016.
(8) Les femmes accèdent plus difficilement que les hommes aux postes les plus élevés, ce qui contribue à une ségrégation à la fois horizontale (les femmes sont concentrées dans certains secteurs professionnels) et verticale (elles sont majoritairement confinées en bas de la hiérarchie professionnelle).
(9) « Un professeur de l'université Bordeaux-Montaigne mis en examen pour viol », *Le Parisien*, 11 juillet 2024.
(10) « Violences sexuelles : à Strasbourg, un enseignant exclu est finalement réintégré », *Mediapart*, 4 juin 2024.
(11) « L'Observatoire étudiant des violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur a publié son Baromètre pour 2023. Résultats : les violences perdurent. Pourtant, seul·e·s 2% des étudiant·e·s ont signalé ces agressions à la cellule de signalement dédiée. », « Baromètre 2023 des violences sexistes et sexuelles », Université Sorbonne Paris Nord.

ENTRE GÉNOCIDE PAPIER ET EXTINCTION PRÉSUMÉE : LE CAS DES TAÏNOS

Niko MURAMATSU

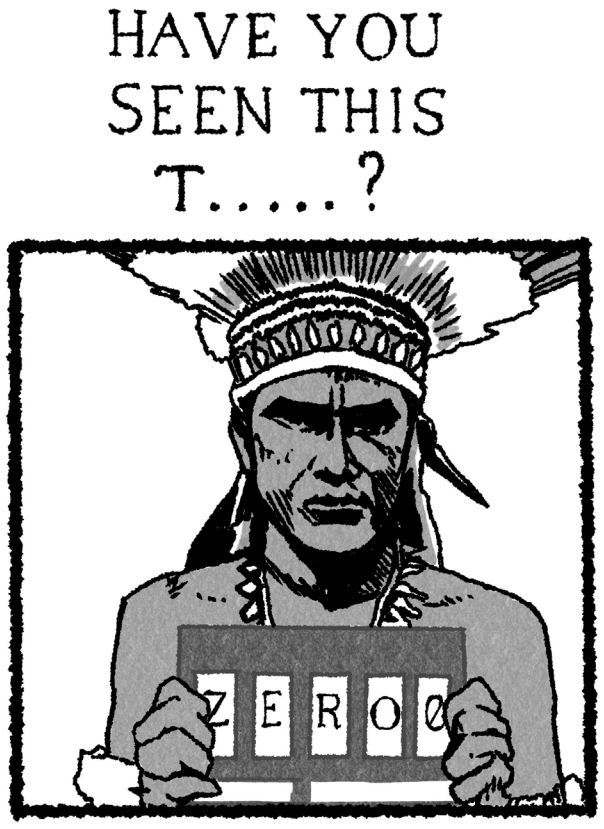
Pendant des siècles, les Taïnos, premiers habitants des Caraïbes, ont été considérés comme un peuple éteint. Pourtant, leur disparition n'est pas seulement le fruit des violences coloniales, mais aussi d'un effacement méthodique sur papier. Recensements falsifiés, requalifications ethniques et politiques d'assimilation ont bâti le mythe de leur extinction : un véritable «génocide administratif» dont les conséquences se font encore sentir aujourd'hui.

Ils étaient des millions en 1492 : 3 millions[1] à Hispaniola[2], 1 million à Porto Rico. Et pourtant en 1802, les Taïnos furent déclarés « disparus ». Effacer du présent toute une population entière. Tel est le pouvoir que détient le papier. Cet objet banal du quotidien qu'on déchire, qu'on froisse et qu'on néglige, mais qui cache derrière sa fragilité un visage criminel : le papier est un effroyable outil génocidaire. On parle alors de « génocide papier », soit la suppression systématique d'un groupe des archives historiques : notamment des recensements ; créant ainsi l'illusion qu'il s'est éteint. Si un peuple entier peut être effacé sur papier, les Taïnos en sont bien la preuve. Voici le mythe de l'extinction des Taïnos, le peuple soi-disant « disparu » des Caraïbes.

Qui sont les Taïnos ?

Autochtones des Caraïbes au territoire immense ; allant des Grandes Antilles[3] aux Petites Antilles en passant par des îles voisines ; l'origine des Taïnos remonte à environ 2500 ans, lorsque leurs ancêtres Arawaks, originaires du bassin amazonien, auraient migré vers les Caraïbes en traversant la région de l'Orénoque. Ils auraient ainsi importé les langues arawakiennes, une vaste famille de langues amérindiennes propres à l'Amérique du Sud de laquelle découle la langue taïno.

Les Taïnos, plus précisément les Lucayens, sont les premiers autochtones d'Amérique à rencontrer Christophe Colomb le 12 octobre 1492 aux Bahamas. Or, cette rencontre est vite marquée par la violence coloniale espagnole : les Taïnos sont kidnappés, réduits à l'esclavage par le système abusif des *encomiendas*[6] légalisées en 1503 par la couronne espagnole, massacrés dans les répressions sanglantes orchestrées par les colons et décimés par les maladies européennes importées. Ces facteurs furent la cause du déclin majeur de la population taïno et de l'éradication totale de certaines communautés, comme les Lucayens des Bahamas dont environ 40 000 individus furent exterminés en 25 ans[7].



Sekou Diarra

Le génocide papier et le mythe de l'extinction Taïno

Les chiffres des recensements espagnols sont frappants : alors que l'ex-missionnaire espagnol et défenseur des droits autochtones Bartolomé de Las Casas estime environ 3 millions de Taïnos à Hispaniola en 1492, seuls 200 individus furent recensés en 1565 par l'administration espagnole, suite à quoi la population taïno de l'île fut déclarée éteinte. Mais si on vous disait que ces données nous ont menti ? Que le génocide papier avait effacé les Taïnos ? C'est dire le pouvoir du recensement. Son but va au-delà du simple dénombrement des effectifs de populations sur des territoires donnés via des enquêtes de terrain. D'après la sociologue Tahu Kukutai : « **Le recensement ne se limite pas à compter les personnes, il s'agit aussi de faire en sorte que les personnes comptent**[8]». Ainsi, une population sous-estimée voire non recensée est reniée, exclue et effacée. De ce fait, une part importante du destin d'un groupe d'individus repose sur cet outil démographique.

Les Taïnos disparaissent des recensements face à une vague de recatégorisation qui mène à la baisse du nombre officiel de Taïnos et à des pertes identitaires importantes. En 1802, à Porto Rico, cette politique d'assimilation coloniale fut mise en place afin d'empêcher la reconnaissance fédérale de davantage de tribus autochtones en recatégorisant tout Portoricain , s'identifiant comme appartenant à la catégorie « Indiens »[9], en mestizo[10], ce qui revenait à étouffer et à diluer l'identité amérindienne. Ensuite, certains recensements — en particulier les recensements administrés par les autorités américaines à partir de 1898 à Porto Rico — supprimèrent la catégorie ethno-raciale « Indiens » dans les formulaires de recensement et limitèrent les catégories proposées dans ces supports statistiques officiels à « hispanique » « blanc » , « Noir » ou « métis »[11]. Ce manque d'options poussait alors à se catégoriser « métis » par défaut, transformant cette catégorie en un véritable fourre-tout. Démêler ce nœud identitaire en devenait impossible et l'Histoire en est devenue floue.

Cependant, ces recatégorisations en masse étaient aussi nourries par la confusion des recenseurs coloniaux quant aux règles de la classification ethno-raciales. De nos jours, cette classification est facilitée par l'auto-identification[12] et par la définition précise et revisitée de chaque groupe ethno-racial. Or, tout cela n'étant pas d'actualité durant l'époque coloniale, il en revenait au recenseur de classer les individus selon leur jugement personnel. L'exemple le plus frappant est la classification hasardeuse des enfants autochtones métissés, dont la catégorisation ethno-raciale découlait du milieu social et de l'éducation, non pas de l'origine familiale et culturelle , cela pour conséquence d'entraîner non seulement des sous-estimations mais également des pertes identitaires. Ainsi, les descendants autochtones étaient catégorisés « Espagnols » s'ils avaient été éduqués « à l'espagnole » et classés « Indiens » s'ils avaient été éduqués « à la taïno » dans un yucayeque[13].

De plus, il faut garder à l'esprit que les chiffres exprimés dans les recensements ne sont pas fiables. Certaines valeurs sont exagérés comme celles fournies par Bartolomé de las Casas, fervent défenseur des droits des amérindiens, dont les recensements exagérés des pertes taïnos lui a permis de convaincre la couronne espagnole d'interdire le système abusif des encomiendas dans toutes les Amériques en 1547. Il faut également noter que ces chiffres ne sont pas exhaustifs. Beaucoup de Taïnos ont fui les Espagnols et leur présence n'a été découverte que tardivement. Ce fut le cas en République Dominicaine où, en 1555, une patrouille espagnole découvrit quatre villages autochtones inconnus jusque-là[14].

Les dégâts du génocide papier

Les conséquences engendrées par ce génocide papier sont majeures. Jusqu'au début du XXIe siècle, historiens et anthropologues pensaient les Taïnos disparus. L'Histoire enseignée dans les écoles, fondée sur les chiffres trompeurs des recensements espagnols, perpétue le mythe de la disparition des Taïnos. Ainsi, en Amérique du Nord, les manuels d'histoire américains enseignent aux élèves que les autochtones de Porto Rico ont totalement disparu dans les 100 ans qui ont suivi l'arrivée de Christophe Colomb. Or, les ravages entraînés par les recensements ne se font pas seulement ressentir chez cette population en particulier mais chez les autochtones du monde entier, et le problème des recensements faussés est toujours d'actualité au XXIe siècle.

Une étude menée par l'université néo-zélandaise de Waikato dans le cadre du recensement de 2010 a révélé que sur les 113 pays recensés abritant des peuples autochtones, seuls 45% cherchaient explicitement à les identifier. Face à l'invisibilité et aux classifications raciales erronées que subissent les peuples autochtones, beaucoup se demandent s'il ne serait pas question de trouver des alternatives au recensement classique. C'est là qu'interviennent les initiatives menées par les communautés autochtones elles-mêmes, comme au Canada où le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations (FNIGC)[15] recueille depuis 1996 des données auprès des peuples autochtones dans une approche respectueuse et individuelle qui en a fait la principale source d'information sur ces communautés. De

telles initiatives construisent un climat de confiance propice à une collecte de données plus pertinentes . .

Une identité impérissable

D'après Michel Foucault, le savoir est un instrument de pouvoir partial permettant de gouverner, de dominer. Classer, recenser, catégoriser, c'est déjà exercer un contrôle sur ce qui existe, et donc sur ce qui a le droit d'exister. Or, on peut gommer de toutes ses forces, mais l'indélébile ne s'efface pas. Bien que les Taïnos aient connu un déclin démographique majeur, ils n'ont pas disparu pour autant. Au contraire, ils continuent d'exister à ce jour, comme le prouve une étude menée en 2016 par le généticien danois Hannes Schroeder[17], qui a découvert que sur les 146 Portoricains testés, tous portaient des marqueurs compatibles avec l'ADN taïno. Parallèlement à cette continuité biologique, la culture taïno persiste au sein des communautés descendantes qui maintiennent vivantes leurs pratiques, leurs cérémonies et leurs savoirs. Cette continuité a été soulignée en 2010 par les Nations Unies, qui ont salué les efforts des communautés taïnos des Caraïbes pour réaffirmer leur existence et exercer leur droit à l'autodétermination[18]. Bien qu'elles ne bénéficient pas d'une reconnaissance officielle en tant que peuple autochtone au sens juridique du terme, leur présence culturelle et identitaire est bel et bien reconnue sur la scène internationale.

Analyser l'histoire des taïnos démontre que leur identité est encore vivante. Et malgré l'absence de reconnaissance officielle, des organisations se battent pour promouvoir l'auto-identification et la protection des droits humains, de la culture, des traditions et des terres sacrées des Taïnos. C'est la mission de la Confédération unie du peuple taïno (ou UCTP), une institution représentative des peuples autochtones créée en 1998.

C'est toute une identité que le papier colonial a tenté d'effacer. Oui, je dis bien tenté car ce papier sanglant et tous ses complices ont échoué : les Taïnos sont toujours là et n'iront nulle part.

DACA TAÍNO ![19]

(1) Chiffres fournis par Bartolomé de Las Casas d'après G.Brockell « Here are the indigenous people Christopher Columbus and his men could not annihilate », *The Washington Post*, 2019
(2) Haïti et République Dominicaine actuelles
(3) Cuba, Hispaniola, Porto Rico, Jamaïque
(4) ici les Îles Vierges
(5) par exemples les Bahamas
d'effacement culturel.
(6) système de travail forcé imposé aux populations autochtones par les colons espagnols dans les colonies d'Amérique
(7) M.Klurman, « The Lucayans: the Vanished Indigenous People of the Bahamas » , *National Geographic-Lindbald Expeditions*
(8) *« The census is about much more than counting people—it's about making people count.»*, Tahu Kukutai
(9) terme daté et colonial utilisé autrefois pour désigner les populations amérindiennes. Il est cité ici afin de mettre en évidence l'inadéquation catégories ethno-raciales utilisées dans les recensements coloniaux.
(10) métis hispano-amérindien
(11) G.Batista-Kunhardt, « Beyond Paper Genocide: Taíno Recognition in Puerto Rico », *Brown Political Review*, 2022
(12) L'auto-identification désigne le principe utilisé dans les recensements contemporains, selon lequel une personne déclare elle-même son appartenance ethno-raciale ou autochtone, plutôt que d'être classée par un recenseur. La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones de 2007 déclare que l'auto-identification est un critère et un droit fondamental pour les individus autochtones.
(13) village taïno
(14) Dr. Lynne Guitar, *Documenting the Myth of Taíno Extinction*, Ph.D. histoire et anthropologie, Vanderbilt University, 2002
(15) terme utilisé pour désigner les peuples autochtones du Canada qui ne sont ni d'origine inuite ou métisse
(16) T.Kukutai, « Census in crisis—further erasure of Indigenous Peoples ?« , *Science*, vol.389, n°6760, 2025
(17) étude menée à partir de l'ADN taïno retrouvée dans une dent issue d'un crâne âgé de 1000 ans découvert dans les Bahamas.
(18) Nations Unies, « Les peuples autochtones des Caraïbes réaffirment leur existence », 2010.
(19) signifie « Je suis Taïno » en langue taïno et est devenu un cri de résistance ainsi qu'une affirmation identitaire face aux siècles de colonisation, d'assimilation et d'effacement culturel.

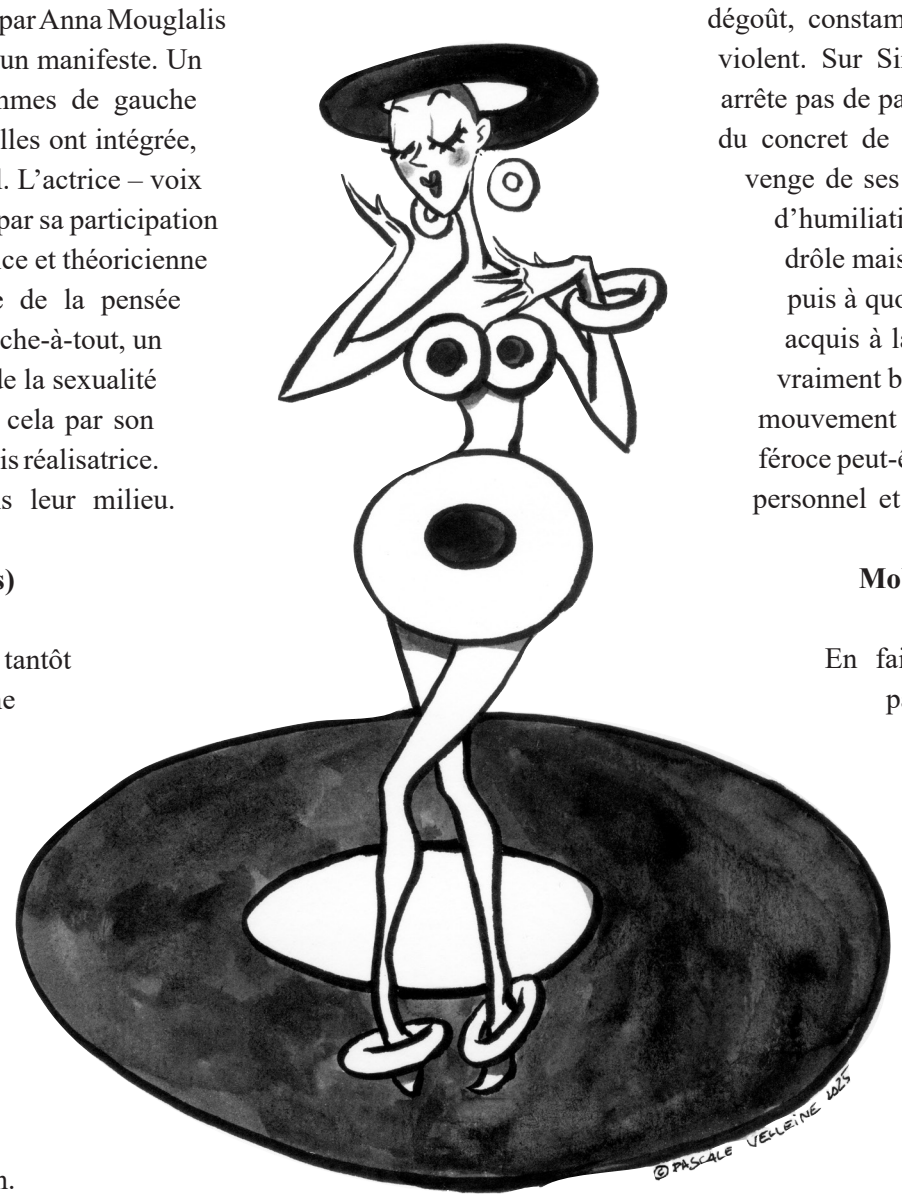
« ZÉRO SEXE AVEC LES HOMMES »

LA GRÈVE DU SEXE, LE SUJET QUI DIVISE LES FÉMINISMES

Margot BOUTONNET

Il semble que ce soit l'ultime moyen de résistance des femmes au sein du patriarcat : la grève du sexe hétérosexuel. Une polémique millénaire qui donne à réfléchir sur les horizons du féminisme et de nos collectifs : peut-on – et doit-on – ériger nos corps en moyens de lutte ?

Théâtre de l'Atelier, octobre, soir de représentation de *La chair est triste hélas*, adaptation en seul-en-scène portée par Anna Mouglalis du texte du même nom, signé Ovidie, quasiment un manifeste. Un tandem emblématique d'une génération de femmes de gauche qui défient les standards de l'élite culturelle qu'elles ont intégrée, notamment en revendiquant un féminisme radical. L'actrice – voix rauque iconique – fait parler d'elle en ce moment par sa participation à un groupe de musique qui met en lumière l'autrice et théoricienne lesbienne du genre Monique Wittig, pionnière de la pensée féministe. L'autrice – figure disruptive un peu touche-à-tout, un temps proche de l'anarchisme – met la question de la sexualité au cœur de sa réflexion, notamment éclairée en cela par son expérience de la pornographie en tant qu'actrice puis réalisatrice. Deux figures d'un féminisme de rupture dans leur milieu.



Cri du coeur (et du corps)

Le texte en question, un cri du cœur tantôt railleur tantôt rageur (qui finit quand même par montrer patte blanche en niant toute accusation de misandrie), qui aborde la décision d'Ovidie de faire une grève féministe du sexe hétérosexuel. Un ras-le-bol qui dépasse la simple question du coït et qui concerne aussi toute l'artillerie capitaliste de la séduction qui l'accompagne, véritable « servitude volontaire» dans laquelle on se ment quand on se dit qu'on le fait « pour soi».

Le texte prétend dépasser la question du coït, mais y revient sans cesse, jusqu'à l'obsession. Et dans toute sa dimension concrète. Ici, il est décrit jusqu'au dégoût, constamment repoussant, douloureux, ennuyeux, voire violent. Sur Simone Media, Anna Mouglalis déclare : « On arrête pas de parler de sexualité mais en fait on en parle jamais, du concret de la sexualité». Là, on est servi.e.s ! Ovidie se venge de ses expériences décevantes dans une forme de rite d'humiliation. Une idée intéressante et un texte parfois drôle mais qui peut donner l'impression d'une rengaine. Et puis à quoi bon, en fait, servir son propos à un public déjà acquis à la cause ? On n'a pas l'impression qu'Ovidie ait vraiment bon espoir de rallier les femmes du public dans un mouvement de grève collective. Pour la collective jubilation féroce peut-être ? Mais comment politiser réellement ce choix personnel et au fond plutôt solitaire de la grève du sexe ?

Mobilisations d'hier et d'aujourd'hui

En fait, cette histoire de grève du sexe, ce n'est pas une lubie des néo-féministes radicales embourgeoisées, c'est une réalité à bien des égards assez noble : retraçons l'histoire de cette idée vieille comme le monde. Déjà évoquée dans *Lysistrata* d'Aristophane où les femmes se soulèvent en se refusant à leurs maris pour que ceux-ci arrêtent de faire la guerre, on la retrouve avec la « grève des ventres» antinataliste des classes populaires au 19e siècle, qui refusent de devoir se faire distributrices de « chair à canon » et « chair à patron » à volonté alors que les classes

dominantes limitent les naissances. En Corée du Sud, le mouvement 4B, plus largement anti-patriarcal émerge dans les années 2010 via des réseaux féministes auto-organisés sur Internet. C'est d'abord une réaction à un féminicide jugé très légèrement par la justice coréenne puis une contestation plus générale du système conservateur hétéro-patriarcal, matrimonial et pro-nataliste d'État. Un mouvement resté marginal, mais qui symbolise une forme de crise et a marqué les débats.

«Your body, my choice»

Il n'est alors pas étonnant que l'évocation de ce mouvement ait explosé aux États-Unis en 2024, l'année de la réélection de Donald Trump. Le streamer suprémaciste américain Nick Fuentes – qui trouvait que Charlie Kirk n'était pas assez radical – réagit alors sur X, se réjouissant que « les hommes gagnent à nouveau» : « Your body, my choice. Forever ». Certes dans une forme de confusion quant aux spécificités du mouvement sud-coréen , les Américaines se saisissent momentanément du concept 4B sur les réseaux sociaux comme un cri de ralliement dans la détresse, et comme véritable outil de lutte et de résistance .

La présence de ce thème dans l'environnement politique actuel n'est pas un hasard. Historiquement déjà, c'était une réponse aux féminicides, à l'institution matrimoniale et familiale aliénante pour les femmes, désormais c'est aussi dans le cadre d'attaques incessantes contre l'IVG, dans l'atmosphère générale de *backlash* (retour de flamme) post-*MeToo* et d'explosion d'un masculinisme insidieux. On peut lier cet état de fait à la notion d'heteropessimism ou hétéropessimisme/hétérofatalisme , c'est-à-dire le découragement – largement pour les femmes – à vivre une relation hétérosexuelle qui ne mette pas en danger leur confort, leur bien-être ou tout simplement leur sécurité. La question est : comment continuer à y croire ? Face à cette interrogation, la grève du sexe répond par la désertion, le repli comme forme de résistance et de préservation.

C'est une question qui cristallise toute une guerre culturelle observable aux États-Unis mais aussi importée chez nous. En effet, ces femmes en grève, ce sont les exactes opposées et ennemies jurées des *incels*, ces jeunes hommes isolés qui se radicalisent en ligne en tant que masculinistes – mouvement auquel Nick Fuentes adhère totalement. *Incels* pour *involuntary celibates*, c'est-à-dire que leur haine des femmes se justifie par une frustration sexuelle qu'elles leur causeraient en refusant d'avoir des relations sexuelles avec eux, leur retranchant ainsi leur droit naturel à eux de disposer de leurs corps à elles – une émasculation impardonnable qui justifierait de façon pseudo-nietzschéenne tous les féminicides, viols… Leur abstinence est subie, comme une aliénation d'un présupposé droit au sexe, droit pour les hommes et devoir pour les femmes. Face à ce dogme qui prend en puissance, l'abstinence des femmes, elle, est choisie et revendiquée.

Faire de cet instrument un outil

Or, le champ féministe n'a jamais été univoque, il y a plutôt *des* féminismes que *le* féminisme. Et la question de la grève du sexe comme moyen de lutte a, de longue date, tendance à diviser. Le principal reproche : en se retirant ainsi, on sous-entendrait qu'on reviendra sous conditions. En effet, à Santa María del Puerto de Toledo de Barbacoas en Colombie en 2011, les femmes ont réussi, après trois mois de « jambes croisées », à faire construire une route pour relier leur village au pays . Mettre son corps à disposition ou le retirer du « marché » comme un outil de négociation, c'est un désenchantement du sexe et de la valeur « sacrée » ou « sans prix » du corps que tout le monde n'est pas prêt à accepter. Au fond, on retrouve encore le débat du travail du sexe et de la question de« vendre son corps», de l'utilisation consciente et assumée du corps de la femme comme moyen par elle-même. Ce sont des causes finalement assez analogues. Par ailleurs, on peut rappeler qu'Ovidie, aujourd'hui en grève du sexe, fut actrice de films pornographiques et est active dans la lutte des droits des travailleuses du sexe.

En fait , faire la grève du sexe, ce serait comme retirer son joujou à l'homme. Donc reconnaître un peu caricaturalement que *c'était* un joujou qu'on lui *cédait*, reconnaître comme tel le spectre omniprésent du « devoir conjugal ». Ce serait reconnaître que les incels ont déjà un peu gagné quelque part. Reconnaître que le corps des femmes est instrumentalisé, et faire de cet instrument un outil. Admettre qu'il réside toujours là, notre pouvoir, malgré tout. Forcément, inverser le rapport de force de cette façon, c'est enfin reconnaître le rapport de force qui préexistait jusque-là. Reconnaître tristement qu'on en est là. Est-ce qu'on veut cela ?

Enfin, le dernier reproche qu'on entend beaucoup, c'est qu'entériner la grève du sexe signifierait que le sexe n'est qu'un travail pour les femmes, et que cette grève équivaudrait à invisibiliser et sacrifier le plaisir féminin. Mais parler de plaisir, c'est passer à côté du sujet, ici. Austère, peut-être, mais toute grève n'est-elle pas austère, ne signifie-t-elle pas privation et sacrifice pour espérer renverser un ordre ? Attention cependant à la pente glissante de l'ultra-pureté militante, donneuse de leçons, culpabilisatrice et ici davantage maternaliste que paternaliste, qui retomberait dans un *slut-shaming* pour les femmes qui se saliraient en s'acoquinant avec des hommes. Cette façon systématisante et presque dogmatique d'homogénéiser les vécus et d'ignorer la complexité et la diversité des rapports de sexe semble, au contraire, assez contre-productive.

Devenirs

Ce qui dérange beaucoup, c'est le vocabulaire – cynique, lucide ? – qui est emprunté. On parle d'outil, de « désertion », de « négociation », de « repli » ou « rapport de force »… Un lexique qui emprunte à celui de la guerre ou du marché, en gros de la tactique. La question qui se pose c'est : veut-on voir nos corps comme cela ? Est-ce que c'est être réaliste ou est-ce qu'il faut persister à croire à autre chose ? Est-ce que c'est se chosifier ou refuser de continuer à se chosifier ? La question est bien triste, et demande à se mettre d'accord sur l'état actuel des choses. Le mouvement *pro-sex* qui a fleuri dans les années 2010, dérivé du féminisme libéral et du *choice feminism* avec une volonté de réinventer un sexe récréatif, inclusif et fondé sur le consentement, porté en France par des figures comme Maïa Mazaurette ou le compte Instagram @tasjoui, chancelle. On a cru, peut-être de façon un peu trop idéaliste, que c'est en revisitant les pratiques sexuelles que les femmes allaient connaître leur grand *empowerment*. Mais quand on « consent » à souffrir par convention – Ovidie parle des talons, de l'épilation, des strings, de certaines positions ou comportements sexuels etc –, est-on moins humiliée, utilisée, chosifiée, précisément parce qu'on y consent ? Peut-on vraiment se dire libre dans ces conditions ? On retrouve tous les vieux débats philosophiques sur l'existence ou non d'un réel «consentement libre et éclairé». Pour Ovidie, ce serait se voiler la face que de croire que les choses ont changé et qu'on est en position de pouvoir sur notre destin. La grève du sexe oppose donc un non-consentement systématique, au risque de dévaloriser voire railler les consentements qui se croient libres.

Pour autant, un vrai mouvement de grève est collectif, ce n'est pas juste un cri poussé sur une page ou sur scène. Ce n'est pas que l'intime et le politique soient irréconciliables, au contraire. Mais le mouvement reste, et restera très probablement marginal. Selon l'enquête CSF-Inserm 2023, 29,8 % des femmes de 18-69 ans n'avaient eu aucun partenaire sexuel dans l'année et la majorité déclarait que cette situation lui convenait, et le nombre de femmes déclarant avoir eu au moins un rapport sexuel simplement pour le plaisir de leur partenaire est également à la baisse. Certes, de là à revendiquer un mouvement de grève qui soit éminemment politique avec la radicalité d'Ovidie, il y a un pas. Or sa démarche ne semble pas totalement déconnectée de l'évolution des comportements sexuels des Françaises. Et puis étudier et questionner les marges renseigne toujours beaucoup sur le système général et nos propres systèmes de pensée.

La grève du sexe, c'est une résistance qui peut être lue comme une forme de capitulation, abandonnant toute tentative de dialogue, d'éducation, d'apaisement. Comme un isolement thérapeutique après avoir tout essayé, ou parce qu'on n'en peut plus de tout essayer, ou que cela ne vaut plus le coup. Deux questions subsistent : notre champ d'action féministe est-il vraiment réduit à cela aujourd'hui (on parle souvent de « dernier recours ») ? Et peut-on vraiment se permettre d'ériger son non-consentement en principe de lutte, quand il est si souvent bafoué ?

(1) Radio France. (2022, 16 novembre). Trop d'humains sur Terre ? La grève des ventres au XIXe siècle [Le Cours de l'histoire]. France Culture.
(2) *bihon* ne pas se marier avec des hommes, *biyeonae*, ne pas avoir de relations amoureuses avec eux, *bisekseu*, ne pas avoir de relations sexuelles avec eux, *bichulsan*, ne pas avoir d'enfants
(3) Gibson J. (2018, 6 décembre). *Rapper symbolizes backlash against South Korea's feminists*. The Diplomat.
(4) Comme tout mouvement social, le *4B movement* doit être lu dans son contexte politique et culturel particulier, ici le patriarcat sud-coréen. Celui-ci, par exemple, impose un carcan matrimonial très différent de celui qui peut exister aux Etats-Unis. De plus, quand il est cité aux Etats-Unis en 2024 à brûle-pourpoint en réaction à la réélection de Donald Trump, l'ampleur du *4B movement* ainsi que ses effets, notamment sur le taux de natalité de la Corée du Sud, sont largement revus à la hausse. En réalité, c'est un mouvement qui est resté très minoritaire.
(5) Carr L. *Trump 2024, Woman Hatred and the Misguided Appropriation of the 4B Movement*. Polyesterzine.
(6) Ce concept est fondé par le chercheur américain Asa Seresin, qui se concentre sur les études de genre notamment.
(7) Une lecture abusive de la pensée morale de Nietzsche, qui appelle à un renversement des valeurs et à une déculpabilisation de la force et de "l'affirmation vitale" trop longtemps contenue et contrainte par les carcans sociaux moralisateurs.
(8) (2012, 2 octobre). *Colombie. La grève du sexe a payé !* El Tiempo dans Courrier International

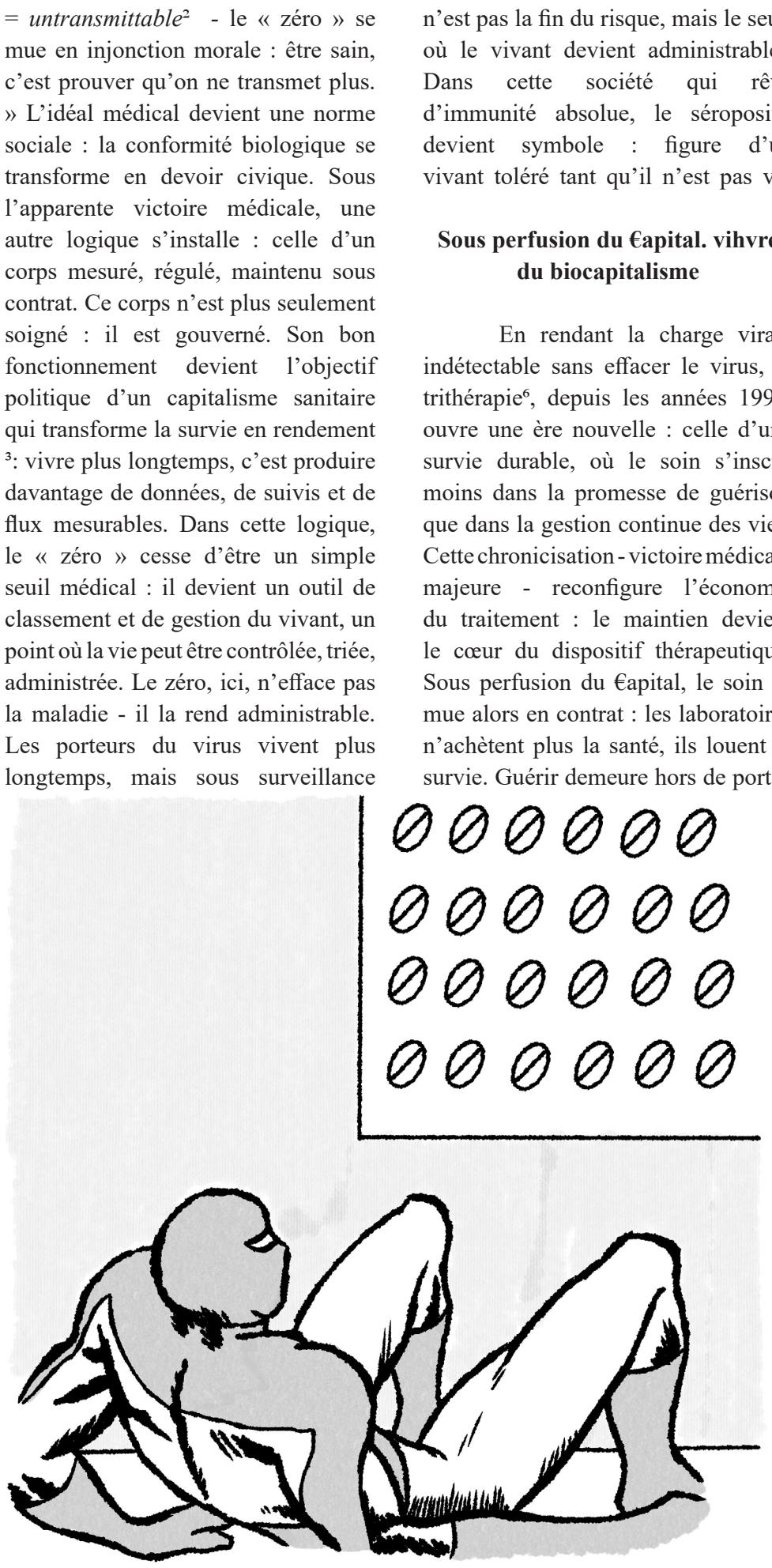
ZÉROPOSITIF, (SUR)VIVRE AU ZÉRO POLITIQUE

FANTASMES DE LA MODERNITÉ BIOCAPITALISTE

Hugo LAVENANT

La promesse de la société « zéro » se présente comme une délivrance, mais elle impose surtout une manière de vivre. Depuis que la Prevention Access Campaign a formulé en 2016 le message « U = U », le zéro n'est plus un seuil virologique : c'est un cadre politique qui définit ce qu'un corps doit prouver pour être considéré comme sûr.

Zéro charge virale. Zéro risque. Zéro transmission. Le mot d'ordre promet un monde aseptisé où le VIH[1] se tait. Slogan répété par les campagnes publiques sous la formule « *U=U* », *undetectable = untransmittable*[2] - le « zéro » se mue en injonction morale : être sain, c'est prouver qu'on ne transmet plus. » L'idéal médical devient une norme sociale : la conformité biologique se transforme en devoir civique. Sous l'apparente victoire médicale, une autre logique s'installe : celle d'un corps mesuré, régulé, maintenu sous contrat. Ce corps n'est plus seulement soigné : il est gouverné. Son bon fonctionnement devient l'objectif politique d'un capitalisme sanitaire qui transforme la survie en rendement [3]: vivre plus longtemps, c'est produire davantage de données, de suivis et de flux mesurables. Dans cette logique, le « zéro » cesse d'être un simple seuil médical : il devient un outil de classement et de gestion du vivant, un point où la vie peut être contrôlée, triée, administrée. Le zéro, ici, n'efface pas la maladie - il la rend administrable. Les porteurs du virus vivent plus longtemps, mais sous surveillance ; guéris dans les chiffres, pas dans le regard. La figure du zéronome[3] – l'homme du risque zéro, conforme et transparent – révèle la part politique du virus : vivre sous contrôle, c'est survivre selon le capital. Le « zéro » n'est pas la fin du risque, mais le seuil où le vivant devient administrable[4]. Dans cette société qui rêve d'immunité absolue, le séropositif devient symbole : figure d'un vivant toléré tant qu'il n'est pas vu.



Sekou Diarra

Sous perfusion du €apital. vihvre du biocapitalisme

En rendant la charge virale indétectable sans effacer le virus, la trithérapie[6], depuis les années 1990, ouvre une ère nouvelle : celle d'une survie durable, où le soin s'inscrit moins dans la promesse de guérison que dans la gestion continue des vies. Cette chronicisation - victoire médicale majeure - reconfigure l'économie du traitement : le maintien devient le cœur du dispositif thérapeutique. Sous perfusion du €apital, le soin se mue alors en contrat : les laboratoires n'achètent plus la santé, ils louent la survie. Guérir demeure hors de portée ; stabiliser devient la condition de vie. Un patient stabilisé génère des flux continus de prescriptions, d'analyses et de données : une économie fondée sur la permanence du suivi plutôt que sur l'hypothèse d'une guérison. Chaque pilule devient un instrument de gestion ; chaque ordonnance, un point de mesure dans la continuité du soin. L'industrie du soin ne peut supprimer le virus : elle le contient, l'organise, le rend administrable dans la durée. La stabilisation produit ainsi une dépendance structurelle : non pas une addiction, mais la nécessité permanente d'un traitement, d'un contrôle, d'un suivi. Le séropositif vit dès lors sous régime thérapeutique : sa survie repose sur une économie du maintien, articulée autour du traitement continu. Sous le discours du soin, une économie s'organise : celle des brevets, des subventions publiques et des ententes entre États et laboratoires. La PrEP[7], traitement préventif destiné aux personnes séronégatives, illustre ce modèle : conçue pour éviter l'infection, elle s'appuie sur une prise continue qui inscrit les corps dans une prophylaxie durable. Elle instaure un nouveau régime de prévention : une économie du risque maintenu, fondée sur la régularité du traitement et la production de données biologiques. Le corps stabilisé devient une unité de suivi : un vivant dont la continuité thérapeutique alimente un marché structuré autour de la durée. Foucault parlait d'un pouvoir de « faire vivre » : un gouvernement des vivants par la gestion de leurs corps. Le capital prolonge cette logique : il ne fait pas seulement vivre, il fait durer ; l'absence de symptômes devient un objectif, parfois un produit.

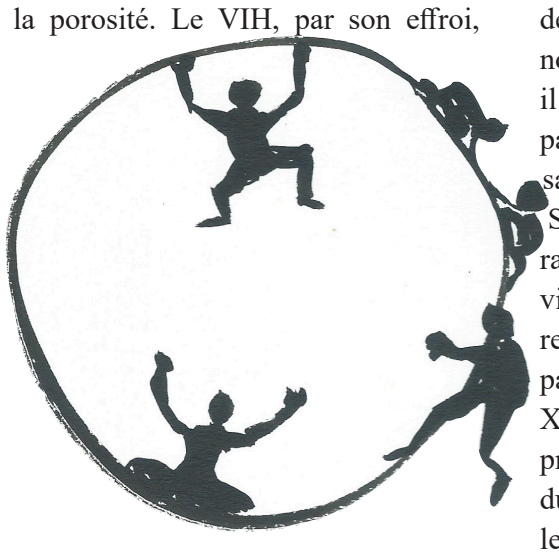
Face au zér0

L'idéologie du risque zéro a contaminé le soin. Le « zéro » n'est plus une donnée médicale : c'est un idéal moral et politique. Depuis les années 1980-2000, un autre régime s'impose : la santé publique s'aligne sur la gestion du risque, transformant la médecine en dispositif de prévention permanente. La mondialisation sanitaire, la crainte des pandémies et la réorganisation néolibérale des politiques de soin installent un nouveau paradigme : l'objectif n'est plus de traiter les maladies, mais de maintenir les corps sains sous surveillance. Le « zéro » devient alors un indicateur de performance : zéro écart, zéro débordement, zéro contact. L'immunité se mue en vertu civique.MÊtre sain revient à se conformer, non seulement à une norme biologique, mais à une norme sociale : celle de la transparence, de la discipline et de la maîtrise de soi. Le corps dépend moins d'une autorité médicale que d'une logique d'auto-surveillance où chacun devient gestionnaire de son propre risque et de celui des autres. État, institutions sanitaires et laboratoires convergent vers la même finalité : produire des corps prévisibles, mesurables, administrables. L'immunité devient un langage commun entre pouvoir politique, technique et économique. Le discours médical ne parle plus seulement de santé, mais de stabilité : stabilité des chiffres, des flux, des comportements. Ce régime de pureté fabrique ses déchets : tout corps qui échappe à la norme devient suspect. La peur du contact s'installe comme règle : la distance, élevée au rang de prudence scientifique, devient modèle social. L'intransmissibilité - promue par les grandes campagnes internationales de santé sous la formule « U=U » - ne signifie plus seulement protection, mais distinction. Être indemne devient un statut, un signe d'intégration. À l'inverse, les corps séropositifs, instables ou non conformes, se voient repoussés vers les marges. L'immunité absolue[8] tue la communauté : en éliminant toute exposition, elle détruit la possibilité même du lien. Derrière la victoire médicale se profile un isolement du vivant, une société aseptisée où la peur du contact tient lieu de morale.

Zér0nome : le conforme

Le zéronome : cet homme sans faille, mesuré, ajusté, conforme

à la norme immunitaire. Modèle d'un vivant sans risque ni trace. Il ne vit plus, il se maintient. Son corps devient surface de contrôle : testé, surveillé, validé. Le biocapitalisme en a fait son idéal - un corps productif, prévisible, sans ombre. L'antiviral, le test, la donnée biologique deviennent les outils d'un gouvernement de la pureté : le risque doit être identifié, quantifié, neutralisé. L'individu n'est plus seulement soigné, il est responsabilisé. Chacun devient gestionnaire de sa propre santé, entrepreneur de son immunité. Être sain, c'est parfois obéir : prendre ses traitements, prouver sa conformité, signaler sa négativité. L'immunité n'est plus collective, elle est contractuelle. Le zéronome se pense libre alors qu'il n'est que conforme. Mais vivre, c'est accepter la porosité. Le VIH, par son effroi, rappelle que la vie est relation, échange, contact, mélange. Le zéronome rêve d'un monde sans sueur ni friction - une utopie aseptisée, eugéniste, où rien ne circule. Le zéronome rêve d'un monde sans souci ni friction - où le corps exempté du risque ne parle plus, mais médique son silence : une existence réduite à sa seule opérativité biologique, c'est-à-dire cette « vie nue[9]» que Agamben décrit comme séparée de toute puissance d'agir



0 + 1 = 1.

Le zéro n'annule pas le un : il l'absorbe - c'est-à-dire qu'il l'intègre, le contient, sans jamais le faire disparaître. Le corps séropositif en est la preuve : ni malade, ni guéri, ni exclu, ni normalisé. Il circule dans un entre-deux que le pouvoir cherche à lisser, non parce qu'il ne serait pas rentable - il l'est - mais parce qu'il introduit une part d'indétermination que la gestion sanitaire ne peut totalement maîtriser. Sous contrôle thérapeutique, le virus rappelle la limite de toute maîtrise : la vie n'obéit pas. Même régulé, le corps reste traversé au pluriel - par l'autre, par le risque. Le biocapitalisme du XXI[e] siècle repose sur un nihilisme pratique[10] : un monde où la valeur du vivant s'épuise dans la mesure, le calcul et la prévention. Chez Nietzsche, le nihilisme décrit une vie qui se réduit à sa propre conservation, amputée de ses puissances. Dans une société obsédée par la prévision et la transparence, cette vulnérabilité devient alors résistance : ce qui échappe, ce qui déborde, ce qui ne se laisse pas assigner. Le scandale n'est plus la contamination, mais l'imprévisible - tout ce qui se soustrait au calcul. Être zér0positif, c'est assumer ce que le « zéro » tente d'effacer : la trace, le trouble, l'opacité du vivant. À force de vouloir du zéro, on finit par soustraire la vie. Le virus n'est plus seulement menace, mais rappel : preuve que le vivant excède toujours la norme. La vie n'est pas une donnée à maintenir dans des seuils de normalité, mais une force qui produit ses propres normes, capable de transformer l'accident - l'événement imprévu - en nouvel équilibre. Le vivant ne se contente pas de survivre : il invente les conditions de sa survie. Dans un monde qui confond santé et conformité, cette plasticité vitale réintroduit du mouvement dans la norme, du possible dans le contrôle. Là où le biocapitalisme cherche à neutraliser le risque, le vivant le réinvente - non comme déviation, mais comme création.

« 0 + 1 = 0 »

Le biocapitalisme rêve d'un monde où tout contact se résorbe dans le zéro, où le vivant purifié jusqu'à l'extrême se neutralise lui-même. Mais le séropositif, lui, persiste à additionner : 0 + 1 = 1 - preuve que la vie ne s'efface pas, elle s'inscrit. Ce « 1 » est la cicatrice du monde purifié : trace de ce qui résiste à l'effacement, à la perfection, à la mort qui se cache derrière le zéro.

(1) Porteur du VIH : personne infectée, diagnostiquée ou non ; pendant la période fenêtre, on peut être porteur sans test positif.
(2) « *Indétectable = Intransmissible* » : Message de santézpublique formulé en 2016 par la *Prevention Access Campaign*, puis adopté par l'OMS, l'ONUSIDA et les CDC pour affirmer qu'une charge virale indétectable empêche la transmission du VIH.
(3) Michel Foucault, *Naissance de la biopolitique*, Cours au Collège de France, 1978-79.
(4) Le « zéronome » désigne une figure sociale façonnée par les régimes contemporains de contrôle sanitaire : un individu attendu comme parfaitement stable et sans risque, dont la valeur dépend de sa capacité à rester compatible avec les normes biomédicales. C'est une subjectivité produite par l'exigence de transparence biologique, où la conformité devient condition de visibilité et d'appartenance.
(5) Roberto Esposito, *Immunitas*, 2002.
(6) La trithérapie désigne une combinaison d'antirétroviraux administrés simultanément. Introduite en 1996, elle a transformé le VIH en infection chronique contrôlable en permettant d'atteindre une charge virale indétectable et une espérance de vie comparable à celle de la population générale.
(7) *Pre-Exposure Prophylaxis* : un traitement antirétroviral préventif destiné aux personnes séronégatives, conçu pour éviter l'infection par le VIH ; elle incarne le passage d'une médecine curative à une logique de gestion du risque.
(8) Michel Foucault, *Histoire de la sexualité, vol. 1 : La Volonté de savoir*, Gallimard, 1976, p. 183-190.
(9) Roberto Esposito, *Immunitas*. Protection et négation de la vie, Éditions Payot & Rivages, 2002. L'auteur y développe l'idée que l'immunité, conçue comme mécanisme de protection, produit simultanément une logique d'exclusion : plus une communauté cherche à se préserver, plus elle risque de nier ce qui fait la relation vivante.
(10) Giorgio Agamben, *Homo Sacer : Le pouvoir souverain et la vie nue*, Seuil, 1997. La « vie nue », celle d'une existence réduite à sa seule fonction biologique, séparée de toute capacité d'agir ou d'exister politiquement. C'est une vie protégée, administrée, maintenue - mais dépossédée de sa puissance propre.
(11) Friedrich Nietzsche, *La Volonté de puissance*, Gallimard, 1995. Nietzsche définit le nihilisme comme une vie réduite à sa seule conservation. Le « nihilisme pratique » désigne ici un vivant évalué uniquement à sa capacité d'être contrôlé et administré.

LE VOTE BLANC, ILLUSTRATEUR DE LA PUISSANCE POLITIQUE DU ZÉRO

Tom LEMOINE

Le citoyen moderne ne croit plus aux fables électorales. Il vote comme il va à un enterrement : par devoir, sans conviction. Mais un grain de sable enraye ce rituel : le vote blanc. Ni abstention ni adhésion, ce refus actif est tout sauf un vide. Il révèle un paradoxe capital : et si dire "non" dans l'urne était devenu la dernière preuve de fidélité à notre démocratie ?

Dans nos démocraties fatiguées, le geste électoral s'effrite, rongé par une lassitude qu'aucune campagne ne parvient plus à masquer. Tandis que l'abstention symbolise le retrait volontaire et conscient[1], une autre forme d'expression négative prend de l'ampleur : le vote blanc. Longtemps marginalisé, confondu avec le vote nul ou réduit à une statistique insignifiante, ce « zéro » électoral est pourtant l'indicateur d'une profonde insatisfaction. Il ne traduit pas une apathie, mais la trace d'un discernement civique encore actif, un acte qui refuse l'offre politique tout en validant le cadre institutionnel.

La fidélité procédurale : un rituel de survie dans un système épuisé

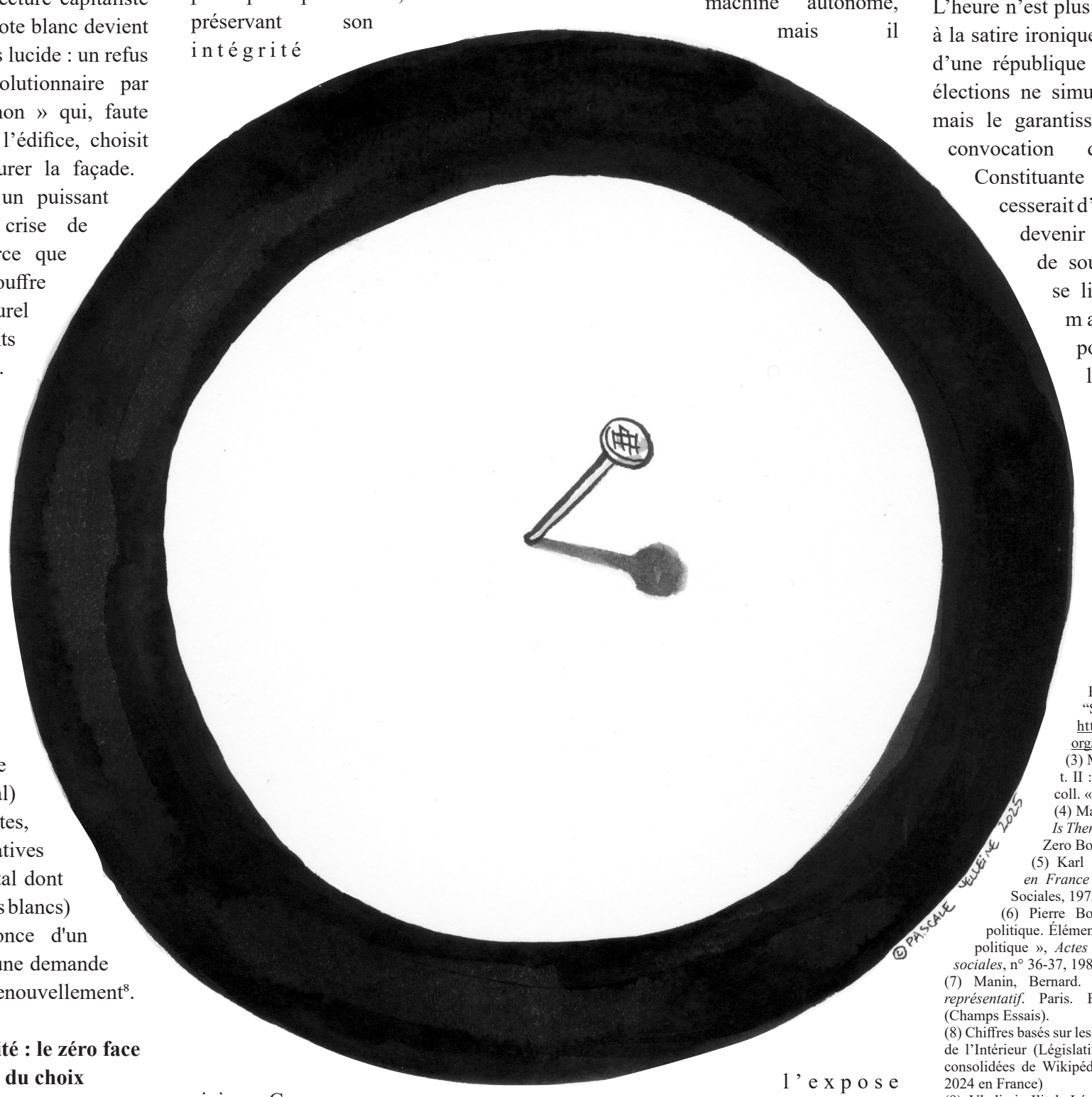
Le vote blanc ne relève plus d'une quelconque vertu civique : il surgit dans un paysage politique ravagé par une fatigue démocratique chronique, où le citoyen se contente d'habiter des institutions auxquelles il ne croit plus. Dans un régime façonné par le néolibéralisme, où s'impose le dogme qu'« *il n'y a pas d'alternative* »[2], le vote blanc devient un geste ironique, presque cruel : respecter la forme pour mieux exhiber le vide du contenu. Là où l'abstention rompt le lien, le vote blanc prolonge la respiration artificielle d'un système à bout de souffle, l'obligeant à comptabiliser sa propre contestation. Parce qu'il valide la procédure tout en refusant l'offre politique, le vote blanc révèle ce que Foucault entrevoyait comme un "tournant anthropologique"[3] : des individus atomisés, dépolitisés, sommés de prioriser leur trajectoire privée plutôt que l'intérêt collectif. Le vote blanc est ainsi moins un choix qu'un symptôme, le signe d'une démocratie où la représentation ne représente plus rien ; sinon sa propre inertie. Dans un monde où, comme le note Mark Fisher, il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme[4], le vote blanc apparaît comme l'un des derniers gestes possibles dans un espace politique verrouillé. Le système électoral français, accumulation historique de règles bourgeoises[5], fonctionne selon des logiques définies par les dominants

pour les dominés[6] : il canalise, neutralise et digère la contestation. Voter blanc revient alors à retourner contre lui-même ce dispositif : respecter la règle pour mieux dévoiler la mascarade. Ce geste, faussement docile, révèle la crise profonde du système de représentation. La montée régulière du vote blanc sous la Ve République, devenue arithmétiquement visible depuis sa reconnaissance en 2014, n'est pas un caprice démocratique mais la preuve comptable de l'effondrement de la croyance. Puisqu'il n'est pas possible de renverser l'architecture capitaliste du jeu politique, le vote blanc devient un acte minimal mais lucide : un refus net, discipliné, révolutionnaire par résignation. Un « non » qui, faute de pouvoir démolir l'édifice, choisit au moins d'en fissurer la façade.

Le vote blanc est un puissant symptôme de la crise de l'offre politique parce que la représentation souffre d'un décalage structurel entre les gouvernants et les gouvernés[7]. Le vote blanc est l'indicateur chiffré et implacable de ce fossé, montrant qu'aucune option proposée n'est jugée satisfaisante. Les records de votes blancs et d'abstentions observés lors des élections européennes de 2024 (52% au total) ou nationales récentes, comme les législatives de 2024 (34% au total dont presque 4,5% de votes blancs) ne sont pas l'annonce d'un effondrement, mais une demande pressante de renouvellement[8].

Manifeste de lucidité : le zéro face au simulacre du choix

Le geste blanc est l'enfant illégitime de la postmodernité : désenchanté, lucide, et pourtant fidèle au rituel démocratique. Dans cette comédie électorale qu'est le système électoral bourgeois[9] voter blanc devient un acte radicalement ironique. Il porte la marque de la fin des « grands récits »[10] et de la défiance envers toute foi politique. Dans ce contexte, la confiance dans la politique et dans les alternatives globales s'effrite : les individus deviennent méfiants envers tout discours prétendant représenter une vérité universelle. Le bulletin blanc ne se contente pas de dire « non » : il déjoue la mise en scène, transforme l'arène électorale en spectacle d'auto-dénégation, et expose la vacuité des choix présentés comme pluralistes. Voter blanc, c'est préférer la vérité du désaccord à la résignation du « moindre mal ». C'est un geste qui instrumentalise le rituel démocratique pour délivrer un ultimatum silencieux : refuser d'entériner, par un bulletin, la fiction du choix. L'électeur blanc devient acteur et spectateur d'une démocratie spectaculaire[11] : il observe la mascarade tout en refusant d'y participer pleinement, tout en préservant son intégrité civique. Ce « zéro » qu'il dépose dans l'urne est une exigence absolue, un rappel que la souveraineté populaire réside dans la capacité de jugement total, même lorsqu'elle consiste à ne pas choisir. Le vote blanc désactive la comédie électorale, révèle le simulacre du choix et affirme que l'existence d'une alternative crédible est condition sine qua non à l'exercice légitime du pouvoir. Dans un monde où l'illusion de la pluralité masque l'uniformité des dominants, le vote blanc devient un manifeste de lucidité : un refus ironique mais lucide de cautionner le vide qui se déguise en démocratie.



Le zéro politique : du simulacre au prélude d'une souveraineté réelle

Dans une démocratie où les élections se sont transformées en rituel sans conviction, le vote blanc apparaît comme le dernier « zéro » de lucidité, un geste qui démasque la machine électorale pour ce qu'elle est : un dispositif qui simule le choix sans organiser réellement la souveraineté populaire. Le bulletin vide ne cherche pas à renverser immédiatement cette machine autonome, mais il l'expose dans sa vacuité, devenant une critique incarnée, un acte cynique et lucide : il accepte l'urne pour mieux révéler le simulacre qu'elle contient. Le vote blanc est le mouvement social de l'urne, l'expression mesurée d'une colère irréductible qui refuse d'être instrumentalisée, tout en restant inscrite dans le cadre institutionnel. Il dit, calmement : « Je suis là, mais je ne jouerai pas votre jeu. » Pour autant, ce refus lucide, aussi nécessaire soit-il, ne saurait constituer l'aboutissement. Le vote blanc est un zéro utile : il fatigue le système, souligne sa faillite, mais ne détruit pas la structure. La souveraineté réelle exige désormais un pas supplémentaire : transformer cette lucidité en action politique concrète. Face à l'autonomie de la machine électorale et à la vacuité des choix imposés, seule une mobilisation populaire significative capable de créer une rupture et de mettre fin à la complaisance du système pourra réaffirmer le pouvoir du peuple. Ainsi, le « zéro » du bulletin blanc devient le prélude à la refondation, l'avertissement pacifique qui appelle à la création d'un nouveau pacte social. L'heure n'est plus à l'humour froid ni à la satire ironique, mais à l'exigence d'une république renouvelée, où les élections ne simulent plus le choix, mais le garantissent réellement. La convocation d'une Assemblée Constituante où le choix citoyen cesserait d'être une fiction pour devenir un véritable acte de souveraineté, pourrait se lire comme l'ultime matérialisation politique de la lucidité contenue dans le geste du vote blanc.

(1) Muxel, Anne. *Le vote, les jeunes et la politique*. Paris. Presses Universitaires de France. 2007. 256 p.
(2) Margaret Thatcher Foundation (no date), "Speeches", Available at: https://www.margaretthatcher.org/speeches.
(3) Michel Foucault, *Dits et écrits*, t. II : 1976-1988, Paris, Gallimard, coll. « Quarto », 2001.
(4) Mark Fisher, *Capitalist Realism: Is There No Alternative?*, Winchester, Zero Books, 2009.
(5) Karl Marx, *Les Luttes de classes en France (1848-1850)*, Paris, Éditions Sociales, 1972.
(6) Pierre Bourdieu, « La représentation politique. Éléments pour une théorie du champ politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 36-37, 1981, p. 3-24.
(7) Manin, Bernard. *Principes du gouvernement représentatif*. Paris. Flammarion. 2012. 304 p. (Champs Essais).
(8) Chiffres basés sur les résultats officiels du Ministère de l'Intérieur (Législatives 2024) et sur les données consolidées de Wikipédia (Élections européennes de 2024 en France)
(9) Vladimir Ilitch Lénine, L'État et la Révolution, 1917, Moscou, Éditions Progrès. Dans L'État et la Révolution, Lénine critique la démocratie parlementaire bourgeoise et considère le vote comme un instrument contrôlé par la classe dominante, incapable de garantir l'émancipation populaire. Pour lui, les élections dans le cadre de l'État capitaliste sont essentiellement formelles et ritualisées, servant à légitimer les dominants plutôt qu'à permettre un véritable choix politique. Il préconise la démocratie directe prolétarienne, où le pouvoir se mesure par la participation active et collective, et non par le simple vote sur des candidats prédéterminés.
(10) Jean-François Lyotard, *La Condition postmoderne*. Rapport sur le savoir, Paris, Les Éditions de Minuit, 1979.
(11) Guy Debord, *La Société du spectacle*, Paris, Éditions Buchet-Chastel, 1967. Debord définit le spectacle comme l'ensemble des relations sociales médiatisées par les images, où la représentation remplace la vie réelle et où les individus deviennent spectateurs de leur propre existence. Dans ce système, la politique, l'économie et la culture sont présentées comme des images à consommer, et le citoyen est réduit à observer le jeu démocratique plutôt que d'y participer activement.

REPARTIR DE ZÉRO

LA DÉCROISSANCE EST-ELLE UNE UTOPIE ?

Rafaelle GASPARETTO

28 mars 2023 : l'ancien ministre de l'intérieur Gérald Darmanin engage une procédure de dissolution contre la coalition écologiste les Soulèvements de la Terre, qui en tant que collectif anticapitaliste est favorable à la décroissance. Dissoute par décret gouvernemental, cet exemple de réaction institutionnelle montre jusqu'où peut aller le pouvoir en place lorsqu'un mouvement remet en cause l'ordre établi. Si le Conseil d'État a depuis annulé leur dissolution, le geste reste fort. Faire taire la liberté à s'exprimer et s'organiser autour d'un nouveau projet de société est le mécanisme par lequel les institutions étouffent toute pensée écologique critique.

Repartir de zéro, tel serait le projet des groupes écologistes : l'expression évoque une *tabula rasa* hostile au progrès. C'est ainsi que la scène médiatique se plaît souvent à présenter les courants de la décroissance et post-croissance – comme des utopies du vide, des fantasmes de nature sauvage, des régressions communautaires. Ces discours associent la sobriété choisie à un archaïsme bucolique, à un imaginaire naïf de retour à la terre, peuplé d'êtres marginaux, désocialisés, plutôt qu'à une proposition politique. Un permaculteur produisant moins pour proposer mieux. Un festival éco-responsable. Un éco-quartier. Un « babos ». Un « zadiste ». Derrière les clichés d'un romantisme anti-technologique, la pensée post-croissante interroge la structure même de notre régime économique et symbolique à trave rs des méthodologies plus complexes et plurielles que le traitement médiatique ne veut le laisser entendre. Elle ne propose pas un retour en arrière, mais une redéfinition de la valeur : que mesure-t-on lorsque l'on mesure la richesse ? Que perd-on quand tout s'évalue en croissance ?

Ce prétendu « retour à zéro » dont on accuse les décroissants est en réalité un miroir tendu au capitalisme lui-même : c'est lui qui rêve d'un recommencement perpétuel, d'une croissance sans terme. Tourner au ridicule tout débat sur la décroissance, c'est avant tout refuser la discussion. Repartir de zéro, dès lors, ne signifie pas effacer le monde moderne, mais en changer la métrique. Non pas un retour, mais un déplacement : recommencer, non à partir du vide, mais à partir du réel.

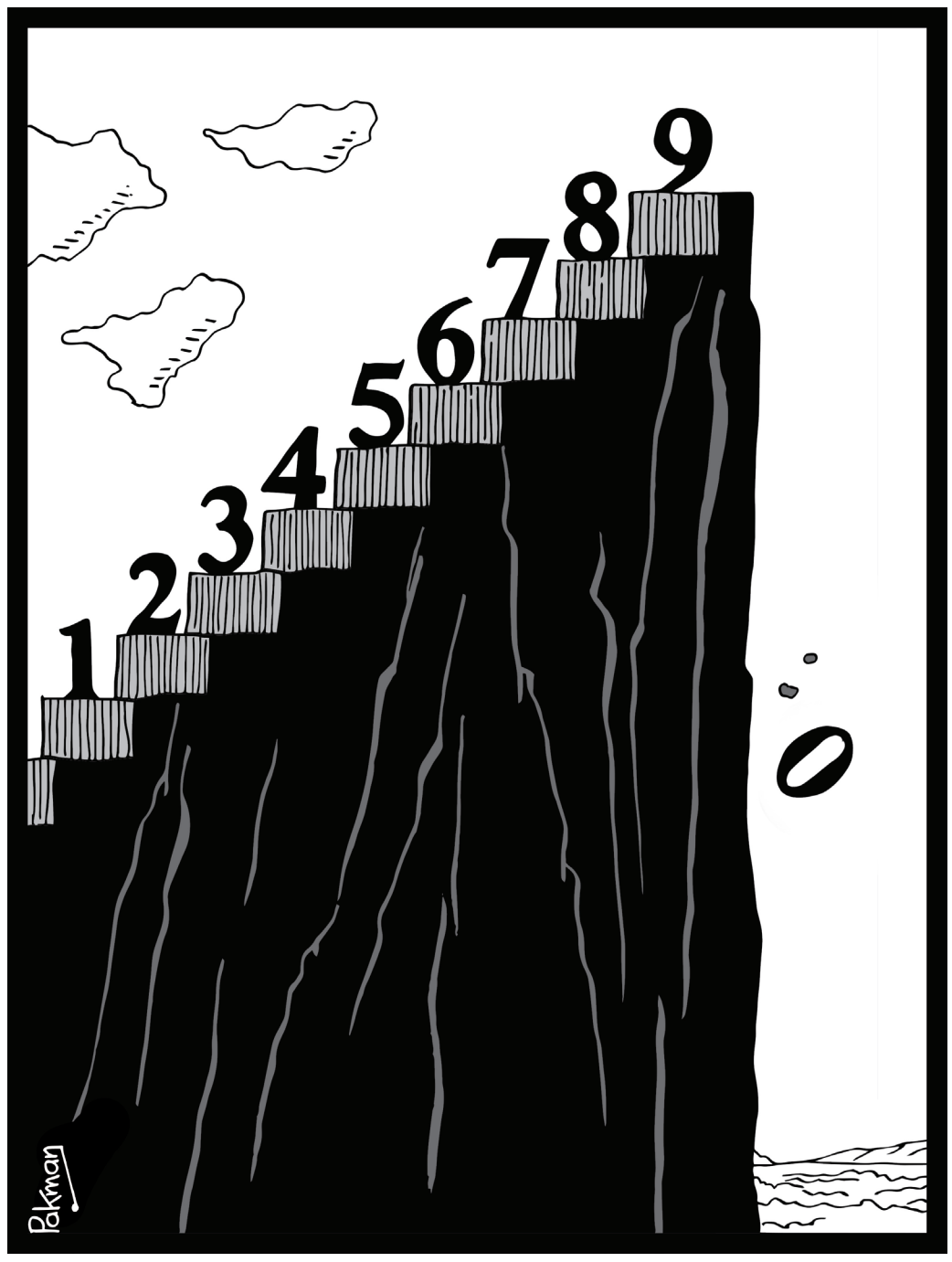
La décroissance entre utopie, violence et primitivisme

L'article publié par Europe 1 le 11 juin 2025, intitulé « Sabotages, dégradations, harcèlement… Les méthodes clandestines des Soulèvements de la Terre » est une des nombreuses illustrations de l'attitude de l'univers médiatique français dont la tendance générale est de faire taire les voix radicales en les présentant comme des adversaires de l'ordre public. En France, les médias dominants suivent généralement un cadrage narratif associant la sobriété volontaire à une forme de régression ou de nostalgie passéiste. Certains médias ont donc volontairement recours à un traitement caricatural qui contribue à invisibiliser la portée critique du mouvement, en l'excluant d'un discours rationnel sur le monde pour le circonscrire aux catégories d'utopie rétrograde ou de groupuscule dangereux.

Cependant, le courant de la décroissance ne se définit pas comme un épisode médiatique éphémère mais, au contraire, comme une réflexion économique, écologique et politique dont le noyau principal est la remise en question du dogme de la croissance infinie. Cette pensée critique s'articule autour de la question de l'appauvrissement croissant de notre rapport au monde vivant. « L'idée de perte de sensibilité est néanmoins ambiguë dans sa formulation même […] à ce qu'elle semble receler quelque chose comme un primitivisme nostalgique. […] Ce n'était pas forcément "mieux avant", et il ne s'agit pas de revenir à des formes de vie nus dans les bois.»[1] Baptiste Morizot considère un paradigme, que l'on peut associer au courant de la décroissance, et il en rectifie toute interprétation erronée. La décroissance ne se construit pas sur un passéisme . La théorie de la décroissance est en premier lieu une transformation du système économique mais il s'agit aussi, en filigrane, d'une réforme sociale, culturelle et symbolique. En ce sens, la décroissance invite à une reconfiguration de notre regard sur le monde, façonné par une culture capitaliste fondée sur la consommation et la domination de la nature. L'idée selon laquelle la décroissance se construit à travers un primitivisme antimoderne est erronée. Bien souvent mobilisée par le discours dominant, elle sert à disqualifier toute critique du progrès technique et économique. Le mythe du « retour à zéro » a une fonction idéologique qui permet de maintenir l'ordre du monde dans lequel tout progrès est nécessairement dépendant de la croissance. À ce propos, Olivia Montel écrit que « le cœur du courant de la décroissance est ainsi constitué de personnalités hostiles à toute notion de 'développement' – terme ne servant qu'à nommer de manière plus acceptable la croissance – et faisant l'éloge de la sobriété, de la simplicité, du renoncement au superflu. »[2] Tout débat sur la décroissance est remplacé par des alternatives issues du cadre capitaliste qui s'élaborent toujours en vue d'une certaine idée du progrès – technique, médical, social ou humain – et qui reposent nécessairement sur l'exploitation illimitée de ressources naturelles finies, humaines et non humaines.

Du zéro décroissant au zéro capitaliste

Un voilier est parti de France en octobre 2025 pour rejoindre la COP 30 au Brésil. À bord, six activistes françaises et belges ainsi que trois navigatrices. Le Women Wave Project s'impose là où il n'est pas invité afin de représenter la société civile là où les climato-sceptiques tentent de la faire taire. Les rassemblements internationaux sont le lieu central des débats écologiques. La publication du rapport Meadows[3] en 1972 marque le début de la réflexion sur les limites de la croissance. Ce rapport fut le premier à introduire l'idée de croissance zéro[4], point de départ des théories de la décroissance et de la post-croissance. Le déni des institutions économiques et politiques s'enracine dans un imaginaire capitaliste fasciné par l'infini – conquête spatiale, promesses d'immortalité, fantasmes transhumanistes, foi aveugle dans la technologie. Le capitalisme moderne vend un « zéro sans fin »,



autrement dit, il promet un progrès incoercible en niant la finitude matérielle du monde. Ce que ce conte cherche à cacher de plus en plus, c'est qu'il repose sur une exploitation injuste des ressources naturelles et de certains groupes sociaux. Selon Val Plumwood, le système hégémonique de la rationalité « sado-impassible »[5], sur lequel repose le conte capitaliste, relaye tout ce qui ne concerne pas la prospérité érectile de l'homme occidental au second plan, au plan de l'Autre . Autrement dit, les éthiques du soin et du respect de l'altérité se trouvent toujours écrasées par le besoin de ressources grandissant de la machine de la croissance économique.

Cependant, le mythe selon lequel l'homme trouvera son salut dans le progrès technologique entretient l'illusion d'une croissance verte et d'un capitalisme durable. Présenté comme la réponse satisfaisante, le capitalisme vert semble au contraire être la plus grande supercherie du XXIe siècle. Les voitures électriques auraient dû être la solution miracle à la pollution liée aux énergies fossiles. Résultat des courses, l'ONU a publié récemment un rapport sur les conditions extrêmement dangereuses dans lesquelles se trouvent 40 000 enfants travaillant dans les mines, trimant pour l'extraction des minéraux nécessaires à la production des batteries automobiles.[6]

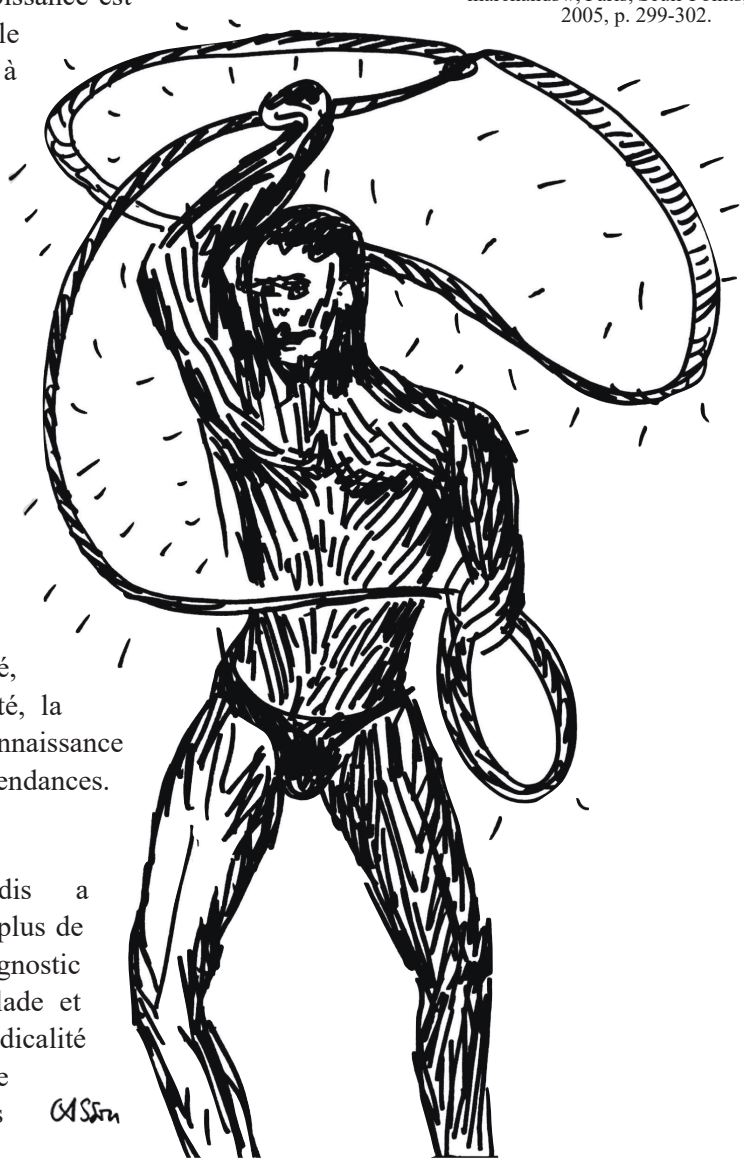
Les institutions ont récupéré les questions écologiques pour proposer un développement durable, version acceptable et dépolitisée de l'écologie et condamnent les écologies radicales. Pour Harald Welzer, la multiplication des campagnes sur les « petits gestes » et les « réflexes verts »[7] est symptomatique de la volonté de déplacer le problème. Les causes du désastre climatique sont structurelles et systémiques et ne peuvent se résoudre qu'à travers une individualisation des responsabilités. C'est en se cachant derrière ce système discursif que Maud Fontenoy se réclame d'une écologie « réaliste ». Elle prétend vouloir sauver les océans mais défend simultanément les énergies fossiles, le nucléaire et les OGM et donne de la lumière aux lobbies énergétiques et aux milliardaires qu'elle fréquente avec zèle. Il semble absurde de défendre simultanément les solutions plausibles et les causes structurelles du réchauffement climatique. Cette écologie modérée coïncide avec le concept de développement durable et finit par transformer l'urgence climatique en opportunité économique. Le Ministère de l'Éducation français propose des kits pédagogiques[8] signés Maud Fonteno y et le gouvernement Trump II réduit drastiquement les budgets des agences environnementales (EPA, NOAA, FEMA[9]) et censure la recherche climatique, en réaffirmant son attachement aux énergies fossiles et son désir de promouvoir uniquement des projets relatifs à la croissance économique du pays. Deux propositions s'offrent donc à nous : l'imposture ou la censure. L'écologie institutionnelle est une mise en scène apolitique où être un acteur du changement revient à se cacher derrière de petites actions symboliques. Bertrand Piccard, explorateur et environnementaliste auto-proclamé, se glorifie de l'invention d'un avion solaire, le *Solar Impulse*, achevé en 2016[10]. Pour continuer de dire que l'on pourra vivre comme avant, des projets prétendument écologiques pullulent. Tout discours sur la décroissance est alors qualifié d' « utopie » ou d' « antiscience ». Les groupes dominants ont en fait recours au vieux mécanisme de la propagande symbolique. Pour neutraliser un discours subversif ou adversaire, il suffit de pathologiser son locuteur. C'est par une rhétorique du ridicule et en créant une peur de la régression que le capitalisme maintient son hégémonie. C'est en fait le capitalisme qui rêve lui aussi de recommencer à zéro – mais en refusant toute limite. À l'inverse, la pensée post-croissance propose un « zéro » conscient des frontières, non comme absence mais comme principe de redéfinition.

Comment ne plus faire de la décroissance une utopie du « zéro » ?

Ce que ses tenants ont nommé la « religion de la croissance » n'est pas souhaitable dans un monde aux ressources finies. La crise écologique dépasse le champ de l' « environnemental » et met en lumière une crise du sens. Ce que propose le courant de la décroissance, avant d'imposer un nouveau modèle, c'est une ouverture d'abord puis un enrichissement politique et citoyen autour du débat sur la décroissance. La décroissance, théorisée notamment par Serge Latouche et André Gorz, pour ne citer qu'eux, à partir des années 1970, est une rupture radicale avec cette logique de la croissance économique que l'on peut vulgariser ainsi : « un art de vivre bien, sobrement, en accord avec le monde, un art de vivre avec art »[11]. La post-croissance, quant à elle, propose un dépassement du cadre même de la croissance comme horizon politique, tandis que l'a-croissance suggère une indifférence délibérée à l'égard du PIB comme indicateur central.

La décroissance n'est pas une morale de la privation, mais un projet politique de redistribution du sens et du pouvoir . Sans justice sociale, la sobriété ne serait qu'un luxe moral réservé à quelques-uns. Les 10% les plus riches de la planète sont à l'origine des deux tiers du réchauffement climatique selon une étude de *Nature Climate Change*[12], et les conséquences de cette crise pèsent pourtant de manière disproportionnée sur les régions et les populations les plus vulnérables. L'idée de recommencer à partir de zéro suppose une sécurité matérielle que tout le monde ne possède pas : pour les classes précaires, cette perspective n'est ni envisageable ni même pensable. L'imaginaire construit autour des concepts de recommencement ou d'aventure individuelle dénote une construction bourgeoise et se présente comme un privilège social. Il est indispensab le que la décroissance s'accompagne d'une critique intersectionnelle et d'une méthode adaptée à la spécificité de chaque terrain. Penser la décroissance à partir du paradigme de l'homme occidental, blanc et aisé reviendrait à reconduire des logiques d'exclusion alors même qu'elle prétend les combattre. Certaines branches écologiques ont glissé vers des formes éco-autoritaires ou éco-fascistes, d'où la nécessité d'une écologie réflexive, consciente de ses propres risques d'exclusion. La décroissance doit donc s'émanciper de l'idéal universaliste du sujet occidental et reconnaître la pluralité des situations matérielles, culturelles et politiques à travers lesquelles se joue la question écologique. La première mesure, sur laquelle tous s'accordent, est l'abandon du PIB comme indicateur central. Le PIB mesure la production marchande sans tenir compte du bien-être ni de la soutenabilité écologique. Les chercheurs proposent une méthodologie fondée plus sur la valeur d'usage plutô t que la valeur d'échange, sur la richesse relationnelle plutôt que sur l'accumulation de richesses, sur le temps libéré plutôt que sur le temps productif. Repartir de zéro n'est pas un projet antimoderniste mais une simple réévaluation des promesses de cette même modernité . Loin d'être une utopie naïve, la décroissance est une critique radicale du réel, qui invite à repenser la liberté, la richesse et la réussite. Mais cette pensée doit rester consciente des rapports de pouvoir (de classe, de genre, de race) qui la traversent. L'avenir ne réside pas dans la fuite supralunaire mais dans la réinvention collective urgente à l'échelle locale du sens de la prospérité, fondée sur la sobriété, la coopération et la reconnaissance de nos interdépendances.

Cornelius Castoriadis a posé, lui aussi il y a plus de cinquante ans, le diagnostic de notre société malade et présente ainsi la radicalité anticapitaliste inséparable des objectifs de l'écologie : « L'écologie est subversive car elle met en question l'imaginaire capitaliste qui domine la planète. […] Elle montre l'impact catastrophique de la logique capitaliste sur l'environnement naturel et sur la vie des êtres humains […] Il ne s'agit donc pas d'une défense bucolique de la "nature" mais d'une lutte pour la sauvegarde de l'être humain et de son habitat. Il est clair, à mes yeux, que cette sauvegarde est incompatible avec le maintien du système existant et qu'elle dépend d'une reconstruction politique de la société »[13]. Ainsi compris, repartir de zéro n'est pas un retour en arrière, mais une transformation politique profonde – une révolution sublunaire .



(1) Baptiste Morizot , Manières d'être vivant. Enquête sur la vie à travers nous, Marseille, Actes Sud, 2020, p. 21.
(2) Montel, Olivia, « La décroissance : une utopie », Cahiers français, n°401, nov.-déc. 2017, p. 60.
(3) Meadows D., Randers J. et Behrens W.W, Halte à la croissance ? Rapport sur les limites à la croissance, rapport du Club de Rome, 1972.
(4) Cette expression, « croissance zéro », n'est citée nulle part dans le rapport Meadows mais résume assez bien l'avertissement formulé par le club de Rome dans les années 1970.
(5) Plumwood, Val, La crise écologique de la raison, trad. P. Madelin, Paris, PUF, 2024, p. 68.
(6) Amu, Rachid, « Commodities at glance. Special issue on strategic battery raw materials », Rapport des Nations Unies, Genève, 2020.
(7) Welzer, Harald, Les Guerres du climat, Gallimard, Paris, 2012.
(8) Sur le site Maud Fontenoy Association, les kits pédagogiques sont présentés ainsi : « Au menu du kit lycée 100% OCÉAN : 10 fiches pédagogiques pour comprendre les défis écologiques que notre planète doit affronter, en mer et sur terre ». Si la démarche pédagogique aurait pu être intéressante, ces kits critiquables diffusent une idéologie selon laquelle système productiviste et protection de la nature sont compatibles – ce qui n'est pas surprenant lorsque l'on sait que l'un des principaux actionnaires est Monsieur Pinault.
(9) Environmental Protection Agency ; National Oceanic and Atmospheric Administration ; Federal Emergency Management Agency sont des institutions gouvernementales.
(10) Locatelli, Mirko, « Petits gestes, grande arnaque ? », Ritimo, 18 juillet 2016
(11) Latouche, Serge, La décroissance, coll. "Que sais-je?", PUF, 2019.
(12) Garric, Audrey, « Réchauffement climatique : au niveau mondial, les 10 % les plus riches sont responsables des deux tiers du phénomène », Le Monde, 13 mai 2025.
(13) Castoriadis, Cornelius, Une société à la dérive. Entretiens et débats 1974-1997, « L'écologie contre les marchands », Paris, Seuil-Points, 2005, p. 299-302.

La Gazelle c'est aussi...

Le podcast *La voix étudiante*

Le premier épisode arrive en 2026 sur les plateformes

Des conférences et des rencontres

Retrouvez notre calendrier sur nos réseaux sociaux et notre site web

Antilope

Directrice	Lina Medkouri
Rédactrices en chef	Lucie Cassou-Goujon, Raphaëlle Boullet
Rédactrice en chef Web	Eya Karoui
Président honoraire	Mario Ranieri Martinotti
Secrétaire générale de rédaction	Jade Denis, Alice Ripodas
Responsables de rubrique	Eya Karoui, Maria-Chiara Cormacci, Camille Burch, Cosmin Tiu, Naim Hamlaoui, Matteo Drame, Apolline Gonin, Diana Carneiro, Youssef Raiss, Laura Martinet, Lisa Brochet
Direction artistique	Beatriz Leandro Tabucchi
Trésorier	Gabriel Desbordes
Responsables de la communication	Ava Farren
Membres de la communication	Aline Mokhnachi, Louisa Scheurmann, Leo Delaunay, Luna Vassal, Mathilde Lavarte, Nine-Avril Laur
Responsable du pôle conférence	Hana Goudjil
Membres du pôle conférence	Amos Mezoui-Ondo Sabbetta, Clara Giafferi, Alice Ripodas
Responsable du pôle podcast	Romane Locatelli
Membres du pôle podcast	Laetitia Le Lorec, Raffaellu Bianchi, Mehala Réza, Estelle Jouan
Membres du pôle web	Mohammed Mirane Oueslati, Hana El Goudjil, Candice Prevost, Ambrine El Hachimi, Charline Stoll Massou dit Labaquère
Illustrateur.trice.s	Sekou Diarra, Pakman, Pascale Velleine, Guillaume Delaunay, Delphine Aubert, Jérôme Cassou,* Dajung Moon, Rébecca Malphettes
Rédacteur.trice.s	Youssef Raiss, Floriane Jacquin, Amos Mezoui-ondo Sabbetta, Charlotte Morel, Gabriellides Mirabelle, Cormaci Maria Chiara, Irina Roubieu-Marković, Côme Rebaudières, Arthur Locatelli, Jade Denis, Julia Mugnier, Niko Muramatsu, Margot Boutonnet, Tom Lemoine, Hugo Lavenant, Rafaelle Gasparetto
Mise en page	Clara Stocco

redaction.lagazelle@gmail.com

Facebook : Journal La Gazelle

Instagram : @journal_lagazelle

Imprimé à Condé-sur-Noireau par Corlet Imprimeur SA

Association régie par la loi de 1901 :
N° SIRET : 814 503 645 000 16